

D'élections municipales en élections européennes, faire entendre le camp des travailleurs

Seuls les naïfs incurables peuvent s'attendre à un changement de politique après le remaniement gouvernemental décidé en réponse à la débâcle du Parti socialiste aux élections municipales. Hollande lui-même ne le prétend pas. Dans son discours annonçant ce remaniement, il s'est contenté d'ajouter quelques phrases lénifiantes sur la « justice sociale », la « solidarité », etc., à la réaffirmation de sa volonté d'appliquer le « pacte de responsabilité », c'est-à-dire une politique de cadeaux au grand patronat.

Puis, bien au-delà des mots de politicien pour tenter de justifier, avec le succès que l'on sait, la politique exigée par le grand patronat, il y a la réalité sociale de la guerre menée par la classe capitaliste contre la classe ouvrière, pour préserver ses profits malgré la crise. Le gouvernement mène et mènera la politique exigée par le grand capital, même au prix d'un suicide électoral.

Cela dit, le choix de Manuel Valls comme Premier ministre est un symbole. C'est l'homme le plus à droite d'une équipe de dirigeants socialistes bien à droite dans son ensemble. Tous les dignitaires du PS ont annoncé, au lendemain des élections, qu'ils avaient compris le message. En choisissant Valls, Hollande donne sa propre interprétation : la politique propatronale et antiouvrière menée sera appliquée avec encore plus de rigueur. « *Un gouvernement de combat* », comme le promet Hollande. Mais l'ennemi à combattre, c'est la classe ouvrière, ses conditions matérielles et ce qu'il reste de ses protections légales.

Il est pourtant clair pour tout le monde que le dit message est venu des classes populaires, de l'électorat traditionnellement de gauche qui, en s'abstenant massivement, a désavoué le gouvernement Hollande-Ayrault. Mais il ne pouvait pas être question pour Hollande d'infléchir sa politique en faisant des concessions aux classes populaires. Alors, il leur sert la politique sécuritaire, une attitude plus ferme vis-à-vis des immigrés, la poigne et les coups de menton de Manuel Valls.

Le désaveu infligé par l'électorat de gauche au gouvernement socialiste a été clair. Malgré toutes les tractations d'alliances et de « front républicain », il n'y a pas eu de sursaut dans l'électorat

de gauche pour sauver la mise au Parti socialiste, même pas de quoi éviter la perte d'un grand nombre de villes.

HEURS ET MALHEURS DU PARTI SOCIALISTE

Le deuxième tour a donc complété et accentué le désaveu du gouvernement venant des quartiers populaires, avec pour conséquence que 155 villes de plus de 9000 habitants, dont certaines étaient dirigées sans discontinuité par la gauche depuis plusieurs décennies, ont été conquises par la droite et l'extrême droite.

« *Défaite historique* », titraient certains journaux. À l'aune de l'histoire électorale, peut-être. Du point de vue des notables socialistes, assurément. Le PS n'a conservé de ses lointaines origines liées au mouvement ouvrier que l'étiquette socialiste (une étiquette dont Valls affirmait, il y a quelques années, qu'il fallait s'en débarrasser). Au fil des ans et après bien des participations dans des gouvernements de la bourgeoisie, ce parti est devenu ce qu'il est aujourd'hui : bourgeois par sa politique, sa direction et son appareil, petit-bourgeois par sa composition sociale. Le socle de son implantation est constitué par ces dizaines de milliers de notables locaux, par le « socialisme municipal », ainsi que par tous ces postes et positions occupés aux niveaux intermédiaires des institutions étatiques (conseils généraux, régionaux, etc.). Perdre une partie de ses mairies est assurément un coup pour le Parti socialiste. D'autant que le recul aux municipales entraînera des réactions en chaîne au niveau des communautés de communes, puis du Sénat.

La télévision a montré quelques images de maires socialistes battus, les yeux humides devant cette injustice du sort qui fait qu'eux, qui ont si bien géré leur ville, doivent payer pour la politique de leur parti au sommet de l'État. Eh oui, les sous-officiers de l'armada des serviteurs socialistes de l'État ont découvert, à leur propre détriment, ce que leurs chefs au sommet de l'État sont dressés à savoir : un parti qui est au service de la bourgeoisie doit être prêt à sacrifier ses intérêts électoraux pour exécuter la politique du grand capital. Une autre génération de politiciens

socialistes en a fait l'expérience au temps de Guy Mollet.

LES INDICATIONS DU THERMOMÈTRE ÉLECTORAL

Les résultats du premier tour, les seuls qui mesurent l'évolution de l'opinion publique, indiquent un glissement vers la droite.

Ce glissement ne se mesure pas par les villes conquises ou perdues, où les marchandages d'appareil et la façon dont l'électorat suit ou pas les alliances qui en découlent prennent le dessus sur l'expression de l'opinion publique.

La comptabilisation des voix aux élections municipales est grossière, tant les étiquettes peuvent être floues. Voici cependant la répartition des votes dans les villes de plus de 10000 habitants. Dans les élections municipales de 2008, la gauche, toutes tendances confondues, représentait 50,2 % de l'électorat, la droite, 42,5 %, l'extrême droite, 1,5 %. En 2014, la gauche n'a obtenu que 42,3 %, la droite, 46 %, le FN et l'extrême droite, 8,9 % (une fraction de l'électorat étant comptabilisée, dans les deux cas, sous l'étiquette « divers »). Mais il s'agit de pourcentages.

Pour ce qui est du nombre de votants, malgré ses cocoricos, la droite parlementaire n'a guère progressé dans l'électorat, voire a perdu des suffrages au profit du FN. C'est l'abstention de l'électorat traditionnellement de gauche qui a transformé en succès la stagnation de la droite parlementaire.

Le glissement à droite se manifeste donc surtout par les résultats du Front national. Bien sûr, le renforcement électoral du Front national résulte pour une part d'une évolution de l'électorat de droite lui-même. Une bonne partie des voix supplémentaires recueillies par les candidats du Front national, notamment dans les zones anciennes de son implantation dans le Midi, reflètent surtout cette évolution interne de l'électorat de droite. Le moins qu'on puisse dire est que la frontière entre les électors de l'UMP et du Front national n'est pas étanche, pas plus qu'elle ne l'est entre les politiciens élus par ces électors.

Lors de l'élection présidentielle de 2007, cette perméabilité avait profité à Sarkozy qui avait réussi à attirer à lui une partie de l'électorat du Front national et avait, du coup, réduit la part des voix du Front national par rapport à l'ensemble de la droite. Au premier tour de la présidentielle de 2002, l'extrême droite (Le Pen et Mégret) totalisait 5,471 millions de voix (19,2 %); en 2007, Le Pen en était réduit à 3,834 millions de voix (10,44 %), soit 1,6 million d'électeurs de moins que l'extrême droite n'en avait convaincu en 2002.

Cette fois-ci, le mouvement s'est fait en sens

inverse, favorisé par deux évolutions.

D'une part, la stratégie électorale de Marine Le Pen de rendre plus respectable son organisation, c'est-à-dire plus assumable aux yeux des électeurs réactionnaires, complaisamment relayée par les médias, fait que le Front national a davantage pignon sur rue qu'au temps de Le Pen père. Il passe, pour une partie de l'électorat de droite, si ce n'est pour la majorité, pour un parti de droite presque comme les autres, qui n'est frappé d'un interdit qu'en raison du jeu de l'état-major de l'UMP. Mais ce jeu de l'état-major s'assouplit, à en juger par le « ni-ni » en cas de confrontation électorale entre le Parti socialiste et le Front national.

Le fait est que si, pendant longtemps, une bonne partie de l'électorat du Front national hésitait à s'en revendiquer publiquement, c'est de moins en moins le cas. Dans la petite bourgeoisie de droite, antiouvrière, anti-immigrés, pleine de préjugés réactionnaires, le glissement du vote de l'UMP vers le Front national est d'autant plus facile que les deux professent les mêmes options politiques, à ceci près que le Front national les assume plus clairement.

Parallèlement à cette évolution du Front national, il y a les difficultés de l'UMP à surmonter sa défaite électorale de 2012, les rivalités au sommet, les divisions internes que cela entraîne. Qu'aux élections municipales l'UMP elle-même progresse, indique bien plus l'effondrement électoral du Parti socialiste que sa propre progression.

Même du point de vue des intérêts des travailleurs, l'évolution interne de la droite traditionnelle vers l'extrême droite a son importance. Elle exprime sur le plan politique la même évolution dont ont témoigné, depuis 2013, les mobilisations contre le « mariage pour tous » et l'affaire Dieudonné. Expression d'une évolution réactionnaire de l'opinion publique petite-bourgeoise, c'est aussi un facteur qui amplifie et aggrave cette évolution. Il n'est pas indifférent que les idées réactionnaires, calotines et, dans le même ordre des choses, communautaristes, se réfugient dans le secret des familles ou qu'elles se manifestent ouvertement et pèsent sur la vie sociale.

C'est une des composantes de la dégradation du rapport de force politique en défaveur de la classe ouvrière.

Qu'indique le thermomètre électoral sur l'opinion de l'électorat populaire ? Rappelons que la classe ouvrière est sous-représentée dans l'électorat car une partie de la classe ouvrière, sa fraction immigrée, est écartée du droit de vote.

Dans l'électorat ouvrier lui-même, il y a toujours eu un certain nombre de votants pour la droite, voire pour l'extrême droite. Sarkozy en avait bénéficié en 2007. Mais, à en juger par

les résultats des bureaux de vote d'un grand nombre de quartiers populaires parmi ceux qui, traditionnellement, étaient acquis à la gauche, le nombre de votes en faveur du Front national est en augmentation.

Une partie de l'électorat ouvrier lui-même a choisi d'exprimer son mécontentement à l'égard du gouvernement socialiste en votant pour le Front national.

Nous ne soulignerons pas davantage ici combien tous ceux qui, dans l'électorat populaire, ont choisi le vote Front national, même ceux qui ne l'ont pas fait par adhésion à sa politique mais par inconscience et par provocation, ont fait le pire choix pour les intérêts de leur classe.

LA SIGNIFICATION ET LES LIMITES DE L'ABSTENTION

Mais c'est par l'abstention que s'est manifesté le plus massivement le désaveu de l'électorat ouvrier à l'égard du gouvernement de gauche. Cette abstention a été considérable. Le taux de 38,7% n'en mesure pas l'importance dans l'électorat ouvrier car il s'agit d'une moyenne. Dans bien des bureaux de vote des quartiers ouvriers, en réalité, le taux d'abstention a dépassé 60%.

Fréquemment, s'y sont ajoutés 5%, voire 10% de votes blancs. Bien au-delà de la fraction habituelle des « pêcheurs à la ligne », qui n'ont pas envie de se déplacer, il s'agit d'un geste politique de protestation.

Geste de protestation, certes, mais signe aussi d'une profonde désorientation, d'une perte de boussole politique. Une expression politique, certes, mais passive.

Du point de vue de l'expression électorale de la classe ouvrière, la quasi-totalité des votes sont cependant passifs. Le seul choix que dans les institutions bourgeoises les élections laissent aux électeurs travailleurs, c'est de se prononcer entre différentes variantes d'une politique bourgeoise.

L'électorat populaire dans sa majorité votait traditionnellement pour les partis ouvriers réformistes. Au fil de l'évolution, ces partis se sont transformés en partis qui se disaient « de gauche » sans référence à la classe ouvrière. L'accroissement de l'abstention signifie clairement que l'électorat ouvrier se retrouve de moins en moins dans ces partis et leur évolution.

Le désaveu électoral a frappé surtout le Parti socialiste. Le Parti communiste et le Parti de gauche se sont plus ou moins démarqués du gouvernement socialiste. Cela leur a relativement sauvé la mise. Mais, finalement, ils n'ont que partiellement, voire pas du tout, attiré les votes des électeurs qui se sont détournés du Parti socialiste. « *Le PCF s'en tire mieux qu'en 2001, malgré la*

vague bleue », titrait *L'Humanité*. Pour illustrer son propos, le quotidien proche du Parti communiste affirme, après le deuxième tour: « *Le PCF, qui gérait 27 villes de plus de 30 000 habitants avant les élections, en dirige désormais 22. Il en perd sept et en gagne deux, avec Montreuil et Aubervilliers.* » Il n'y a pas de quoi faire d'un recul un succès! Mais l'article se console: « *En 2001, il en avait perdu dix en tout.* »

Le simple fait de comptabiliser les villes perdues et gagnées est significatif. Le Parti communiste suit la même évolution fondamentale que le Parti socialiste. Le « communisme municipal », c'est-à-dire le nombre de mairies détenues et le nombre de conseillers municipaux, remplit la même fonction pour le Parti communiste que le nombre de notables pour le Parti socialiste. Dans ces municipales, le Parti communiste ne s'est même pas donné les moyens de mesurer son audience dans l'électorat populaire, avec sa tactique à géométrie variable entre des listes communes avec le Parti socialiste et les listes Front de gauche (FG) opposées à celles du Parti socialiste.

LES RÉSULTATS DE LUTTE OUVRIÈRE

Les résultats de Lutte Ouvrière montrent la permanence d'un courant communiste révolutionnaire dans l'électorat. Mais ils montrent aussi que ce courant n'est pas assez crédible: l'électorat qui s'est détourné du jeu des partis de l'alternance s'est abstenu, plutôt que de voter pour lui. Face à l'électorat petit-bourgeois, réactionnaire ou réformiste, attirant des franges de l'électorat ouvrier, le gros de ce dernier, ne se sentant plus représenté, se détourne de la politique et s'abstient.

L'évolution de l'ensemble de l'électorat indique, du coup, un glissement vers des idées, des opinions, des programmes réactionnaires.

Le retournement, on ne peut l'espérer que d'une reprise de confiance de la classe ouvrière en elle-même. Il est difficile d'imaginer qu'elle ne se manifeste que sur le plan électoral, et pas sur un autre terrain autrement plus important, celui des luttes, des contre-offensives de grandes masses de travailleurs pour s'opposer au grand patronat et pour défendre leurs conditions d'existence.

Sous ses dehors d'apolitisme, l'abstention témoigne d'une forme élémentaire de prise de conscience de l'électorat populaire au moins par rapport aux grands partis de la bourgeoisie, y compris ceux de gauche. Que cela devienne une véritable prise de conscience dépend fondamentalement de l'évolution de l'opinion d'une fraction significative des masses ouvrières, de ses expériences, des conclusions qu'elle en tire, du jugement qu'elle porte sur ses faux amis, mais aussi et surtout de son niveau de combativité.

Mais pour que cette prise de conscience puisse s'exprimer, en particulier à l'occasion d'élections, il faut qu'existe un courant qui affirme les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui devienne crédible sur cette base.

Le nombre de voix pour les listes Lutte Ouvrière témoigne de la persistance dans l'électorat ouvrier d'un courant qui se retrouve dans les idées de lutte de classe. Ces résultats sont évidemment modestes en comparaison avec ceux des grands partis. Cela indique fondamentalement le niveau de conscience objectif des grandes masses ouvrières. Mais pas seulement. La taille, l'implantation, le crédit d'une organisation comme Lutte Ouvrière pèsent également. Plus exactement, il y a une relation dialectique entre l'état d'esprit de la classe ouvrière et le développement de l'organisation qui incarne les idées communistes.

Le nombre de femmes et d'hommes qui ont accepté, en figurant sur nos listes, d'assumer publiquement les idées au nom desquelles Lutte Ouvrière s'est présentée à ces élections, est aussi significatif que le nombre de voix obtenues. À certains égards, plus significatif encore.

Pour pouvoir présenter 204 listes, nettement plus qu'aux élections de 2008, il a fallu l'engagement de 8500 personnes, et plus en réalité, parce que, dans un certain nombre de villes, la liste étant complète, nous n'avons pas eu besoin de toutes celles et de tous ceux qui étaient prêts à se présenter au nom de Lutte Ouvrière.

Une partie de nos candidats adhèrent de longue date à nos idées, mais ils n'en constituent pas la majorité. Et c'est l'adhésion de celles et ceux des classes populaires, en particulier des catégories les plus déshéritées de la classe ouvrière, qui est le plus significatif. Et au fond, ceux avec qui nous avons eu l'occasion de discuter ont été d'autant plus rapidement convaincus des idées de lutte de classe qu'elles correspondent à ce qu'ils vivent. Mais une petite organisation communiste révolutionnaire comme Lutte Ouvrière n'a pas les moyens humains et matériels de développer sa propagande et ses arguments devant l'ensemble de l'électorat ouvrier.

Une organisation communiste révolutionnaire ne peut pas se développer, acquérir du crédit contre le courant. Faire souffler le vent de l'histoire dans le sens opposé ne serait pas à la portée même d'un véritable parti communiste révolutionnaire, s'il en existait un. Aujourd'hui, la crise, le chômage mais aussi l'influence croissante des forces réactionnaires pèsent sur la société en général, en particulier sur la classe ouvrière, sur son moral, sa combativité et sa conscience.

Mais, entre le jeu des facteurs objectifs et ce que peut faire une organisation communiste

révolutionnaire même très réduite en nombre, il y a une marge. Et cette marge, c'est sa politique.

Les courants socialistes révolutionnaires n'ont pas émergé, à leur origine, comme des reflets passifs de l'évolution sociale. Ils ont émergé dans des combats. Des combats de classe sur le terrain des revendications matérielles contre la classe capitaliste. Contre l'influence politique de la bourgeoisie sur la classe ouvrière. Contre le pouvoir de l'État et ceux qui l'exerçaient. Contre les multiples canaux par lesquels passait le conservatisme social, des notables locaux à l'Église, auxquels venaient s'ajouter avec le temps les appareils réformistes issus de la classe ouvrière elle-même.

Cela a été vrai pour le développement des différents courants socialistes à la fin du 19^e siècle en France. Cela a été vrai pour le parti socialiste allemand pendant les années de son développement le plus impressionnant. Dans les deux cas, il s'agissait de partis qui avaient levé le drapeau de l'émancipation sociale, non pas dans le vide, non pas sur un terrain vierge de toute activité politique en faveur de l'ordre bourgeois, mais en la combattant.

Aussi le problème des communistes révolutionnaires n'est pas de constater passivement l'évolution réactionnaire des choses, y compris dans la classe ouvrière et, en levant les yeux en signe d'impuissance, d'attendre des jours meilleurs. Le recul de la conscience de classe est parfaitement explicable, d'abord par les défaillances, ensuite par les trahisons des partis qui, dans le passé, se revendiquaient de la classe ouvrière et qui, aujourd'hui, sont tous devenus des partis de la bourgeoisie. Bien des éléments du fatras réactionnaire sur lequel prospère aujourd'hui le Front national, à commencer par le chauvinisme, ont été semés par le parti qui se prétendait communiste (et qui le prétend encore dans son étiquette).

Le problème est encore moins de mettre de l'eau dans le vin révolutionnaire en s'associant aux déçus du « hollandisme », à tous ces courants anciens ou nouveaux, du Parti communiste à Mélenchon, qui s'efforcent de trouver une formulation plus moderne pour de vieilles idées réformistes. Non seulement parce que, là encore, à en juger par ce que montre le thermomètre électoral, ces courants eux-mêmes n'ont pas vraiment réussi à capter à leur profit ceux qui, dans la classe ouvrière, sont dégoûtés du jeu politique officiel. Mais, surtout, parce que ces partis, s'ils capitalisaient à leur profit une remontée ouvrière, en feraient un nouveau piège pour la classe ouvrière. Il n'y a pas de miracle. Les partis, même affublés des étiquettes « gauche de la gauche », « socialiste » ou « communiste », qui ne se placent pas dans la perspective du renversement du pouvoir

de la bourgeoisie par les moyens de la lutte de classe, s'ils sont amenés à gouverner, le feront inévitablement pour le compte de la bourgeoisie.

C'est précisément dans le contexte d'aujourd'hui, dominé par la crise de l'économie capitaliste et marqué par un gouvernement qui se dit socialiste, qu'il est vital pour le courant communiste de parler le langage de la lutte de classe, de façon à ce que les travailleurs à qui il s'adresse puissent l'identifier clairement.

LA PARTICIPATION DE LUTTE OUVRIÈRE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES

C'est au nom de ces idées et pour lever ce drapeau que Lutte Ouvrière présentera des listes lors des élections européennes, dans les huit circonscriptions, dont une en commun avec Combat Ouvrier dans la huitième regroupant les départements et territoires d'outre-mer. Elle les présente pour que, dans les villes où nous avons présenté une liste aux élections municipales, le courant qui s'est manifesté en votant pour ces listes puisse prolonger son vote lors des élections européennes, soulignant par là même la permanence d'un courant communiste révolutionnaire.

Le « camp des travailleurs », qui s'est exprimé sur des objectifs nécessaires à la classe ouvrière dans cette période de crise de l'économie capitaliste, a aussi des politiques à défendre par rapport à l'Europe. Bien sûr, il n'a pas la force de peser sur la politique de la bourgeoisie à l'échelle de l'Union européenne, mais il a des valeurs à défendre et des perspectives à avancer. Avant tout, l'internationalisme, c'est-à-dire l'unicité des intérêts immédiats et lointains, matériels et politiques, de la classe ouvrière par-delà les frontières et par-delà sa diversité au sein de chaque pays européen.

Mais la présence d'un courant intervenant au nom des idées de la lutte de classe a aussi une autre importance à la lumière des résultats des élections municipales. Si l'abstention, ou plus exactement son augmentation au-delà des « pêcheurs à la ligne » traditionnels, a été le moyen utilisé par l'électorat populaire pour désavouer le gouvernement socialiste, c'est un moyen limité et ambigu. Car, finalement, ce sont les forces politiques de droite et d'extrême droite qui ont profité de la « vague bleue » dont se vantent les ténors de la droite. Ce n'est certainement pas une vague d'enthousiasme et d'espoir, et sûrement pas dans l'électorat ouvrier.

Mais le système politique de la démocratie bourgeoise est bien ficelé. Il a fonctionné pendant longtemps et il continue à le faire suivant l'alternance : lorsqu'un des camps, la gauche ou la droite, se déconsidère au pouvoir en menant

la politique de la bourgeoisie, il est remplacé par les tenants de l'autre camp, qui continue à mener une politique représentant toujours les intérêts de la bourgeoisie. Le système intègre même les abstentions dans cette alternance. On le constate avec les conséquences de ces élections. En s'abstenant, l'électeur a certes désavoué la gauche au pouvoir mais ce sont les partis de droite qui en tirent profit.

Les dirigeants des partis de gauche se servent d'ailleurs de ce constat pour exercer un chantage sur l'électorat ouvrier : « Si vous ne votez pas pour le PS (ou le PC, ou le FG), vous favorisez la droite, voire l'extrême droite. »

Eh bien, la seule façon pour l'électorat ouvrier de rejeter ce chantage est, non pas de s'abstenir, mais de voter pour une politique qui représente vraiment ses intérêts !

Oui, il ne faut pas laisser la droite et l'extrême droite profiter du désaveu d'un gouvernement de gauche. Ce serait encore une façon pour l'électorat ouvrier conscient de retomber dans le filet de l'alternance style démocratie bourgeoise.

Les européennes, comme les municipales, ne sont que des élections, incapables en elles-mêmes de changer la vie sociale. Elles ne peuvent au mieux qu'exprimer des opinions, mais celles-ci jouent quand même un rôle dans le rapport de force.

La bourgeoisie n'a que faire de l'importance des abstentions, même si celles-ci en ont une, et même grande, pour le personnel politique. Dans bien des démocraties bourgeoises, à commencer par les États-Unis, la bourgeoisie s'accommode fort bien des élections où une grande partie de l'électorat populaire se désintéresse du jeu des partis et s'abstient.

Mais, en revanche, que s'exprime à l'occasion de n'importe quelle élection une opinion mettant en cause le règne de la bourgeoisie et qu'elle vienne de l'électorat ouvrier, c'est-à-dire de la seule classe qui a un poids social pour menacer réellement la bourgeoisie, est déjà un élément du rapport de force.

Cela ne remplace pas le rapport de force réel, la confrontation réelle, physique et politique, de la classe ouvrière avec la grande bourgeoisie, mais cela aide la classe ouvrière à prendre conscience de la nécessité d'en passer par là.

Bien sûr, le résultat des élections européennes, même s'il se révèle en augmentation par rapport à celui des municipales, peut au mieux encourager la classe ouvrière, mais pas la convaincre, et encore moins lui donner la détermination nécessaire à la lutte.

Mais lorsque la classe ouvrière commencera à relever la tête, à retrouver confiance en sa force,

et qu'elle se mettra à chercher sa voie, elle trouvera un courant politique qui milite au nom de ses intérêts et des femmes et des hommes pour les incarner.

Le chemin est-il long pour que les modestes forces du courant communiste révolutionnaire débouchent sur un parti et pour que ce parti parvienne à gagner la confiance de la classe ouvrière ? Oui et non.

Oui, parce que les dégâts causés dans la conscience ouvrière par le réformisme socialiste relayé par le stalinisme ont été considérables. Une bonne partie du chemin accompli dans le passé par le mouvement ouvrier révolutionnaire

devra être refait, des traditions du mouvement ouvrier révolutionnaire sont à recréer.

Mais, en même temps, non. Car la lutte de classe, que le communisme révolutionnaire exprime en faisant de son dénouement son objectif ultime, n'est pas seulement une théorie et encore moins une vague étiquette pour campagne électorale, mais l'expression d'une réalité sociale que des dizaines, des centaines de millions de travailleurs vivent dans leur chair.

« *Expression consciente d'un processus inconscient* », le communisme révolutionnaire se fraiera son chemin.

3 avril 2014

La lutte contre l'accord de libre-échange États-Unis-Europe, une nouvelle diversion

On entend de plus en plus parler du projet de traité de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis, appelé « grand marché transatlantique » (GMT) ou encore parfois « accord de partenariat transatlantique » (APT). Ce projet est brandi comme une menace par des courants politiques variés, à gauche comme à droite. À gauche, on retrouve une nébuleuse qui s'est déjà rassemblée sur le thème de « l'antilibéralisme » : des écologistes au Parti communiste (PCF) en passant par le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, jusqu'au Nouveau parti anticapitaliste (NPA). À droite et à l'extrême droite, on retrouve Marine Le Pen et d'autres souverainistes.

Ce mélange en lui-même devrait déjà jouer le rôle de signal d'alarme pour tous ceux qui se situent dans le camp des travailleurs. Se retrouver côte à côte dans un combat politique avec Marine Le Pen, une des pires ennemies des exploités, devrait agir comme un repoussoir. Et comme ce traité de libre-échange, s'il se met effectivement en place, devra être ratifié par le Parlement qui va être élu lors des prochaines élections européennes, il est probable que cela devienne un thème de campagne voire se retrouve en son centre.

À entendre ceux qui veulent en faire un axe de campagne, ce traité représenterait une menace terrible contre les travailleurs. Patrick Le Hyaric, dirigeant du PCF et rédacteur en chef de *L'Humanité*, a même écrit un ouvrage sur ce « grand marché transatlantique » intitulé, sans rire, *Dracula contre les peuples*. Il est certain que ce projet de traité, cet accord entre grandes puissances capitalistes, n'a pas pour objectif de s'opposer aux ravages que cause l'économie capitaliste en crise. Comme tout ce que concoctent les États capitalistes au service de leurs multinationales, tout ce qui pourra sortir de ces tractations se fera sur le dos des exploités et des couches populaires en général, de part et d'autre de l'Atlantique, et même au-delà. Dans cette économie capitaliste où la bourgeoisie décide de tout et dicte à son État sa politique, il ne peut pas en être autrement. Mais en faire un objectif de lutte pour les travailleurs, c'est les orienter vers de faux débats, c'est leur demander de prendre parti entre différentes politiques de la bourgeoisie. C'est faire diversion

par rapport aux intérêts des exploités.

LES TRAITÉS DE LIBRE-ÉCHANGE, UNE ARÈNE POUR LES TRUSTS

En juillet 2013, l'Union européenne et les États-Unis ont lancé des négociations se déroulant en « rounds », comme à la boxe, et ayant comme perspective de mettre en place un marché commun à l'échelle des deux continents les plus riches et les plus puissants de la planète. Ces rounds se déroulent tous les quatre mois, alternativement à Washington et à Bruxelles, chaque équipe considérant apparemment qu'il y a un avantage à jouer à domicile. Tout cela devrait se finir en novembre de cette année, pour aboutir à un traité devant être ratifié par les Parlements américain et européen pour une mise en place en 2015.

De tels traités de libre-échange, l'économie capitaliste en a connu plusieurs depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les multinationales, qu'elles soient françaises, allemandes, britanniques, américaines ou japonaises, ont un besoin vital de débouchés, et les marchés nationaux sont beaucoup trop étroits au regard de leur puissance industrielle. Et la bourgeoisie a tout autant besoin de pouvoir placer son capital, qui ne cesse de croître. Et de ce point de vue aussi, les États nationaux sont devenus, depuis au moins un siècle et surtout en Europe, des arènes trop petites.

D'où cette poussée continuelle vers des traités de libre-échange. Certains sont en place, comme l'Union européenne ou l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) regroupant les États-Unis, le Canada et le Mexique. D'autres sont en projet, comme ce grand marché transatlantique ou comme la zone de coopération économique Asie-Pacifique qui regrouperait une vingtaine de pays allant d'un côté du Pacifique, avec des pays comme la Chine, la Russie, l'Australie et le Japon, à l'autre côté, avec les États-Unis, le Canada, le Mexique et le Chili.

Tous ces traités sont le fruit contradictoire de la nécessité pour les grandes multinationales capitalistes d'étendre leur marché et de leur rivalité. Si toutes veulent se voir ouvrir les marchés des autres, toutes veulent en même temps protéger le leur. Il s'agit donc de compromis entre grands

groupes capitalistes par États interposés. Et c'est pour cela que l'établissement de ces zones de libre-échange est un processus long, incertain et que chaque État capitaliste a toujours gardé la possibilité de faire marche arrière et de remettre en place ouvertement ou sournoisement des barrières douanières.

L'exemple de la constitution du marché commun européen est instructif. Les négociations entre les pays capitalistes européens ont commencé dès le lendemain de la guerre, et c'est officiellement en 1968 que les tarifs douaniers furent supprimés au sein de la Communauté économique européenne (CEE). Mais il a fallu encore des décennies pour réduire petit à petit le nombre incalculable de règles et de normes que chaque État avait mises en place pour réserver son marché national à ses trusts nationaux. Ainsi, jusqu'au début des années 2000, la plupart des débats au Parlement européen étaient en réalité des négociations sur des règles et des normes, et se déroulaient sous la pression du lobbying intense des trusts de chacun des pays. De même, à la fin des années 1990, des négociations similaires eurent lieu au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui rassemble les pays les plus riches et leurs alliés directs. L'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) visait aussi à établir une libéralisation des échanges. Mais le projet fut abandonné en 1998, de nombreux pays, dont les États-Unis, n'y voyant pas à l'époque un intérêt suffisant pour leurs trusts.

Alors, quel sera l'avenir des négociations actuelles entre les États-Unis et l'Europe ? Arriveront-ils à se mettre d'accord ? Ce « grand marché transatlantique » verra-t-il le jour ? C'est imprévisible. Mais surtout, c'est une affaire de bourgeois.

CONTRE LE « GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE », UNE PROPAGANDE NATIONALISTE À PEINE VOILÉE

Au-delà des hauts cris des opposants à ce projet de traité, il est instructif de relever les arguments et les exemples qu'ils utilisent, toujours les mêmes.

Selon eux, si un tel traité voyait le jour, le géant Monsanto pourrait vendre ses produits contenant des OGM ; le groupe Yum!, possédant les restaurants Kentucky Fried Chicken (KFC), pourrait imposer ses poulets désinfectés au chlore ; ou encore des groupes pétroliers comme le texan Schuepbach pourraient contourner l'interdiction de la fracturation hydraulique et exploiter le gaz de schiste... français !

Dans l'éditorial du mois de mars du journal *Le*

Monde diplomatique, Serge Halimi a ainsi résumé : « *Le bond en avant du libre-échange et de l'atlantisme risque d'obliger les Européens à importer de la viande aux hormones, du maïs génétiquement modifié, des poulets lavés au chlore.* » Patrick Le Hyaric, dirigeant du PCF, écrivait quant à lui dans l'éditorial de *l'Humanité* du 14 février : « *C'est l'organisation de la grande braderie des intérêts nationaux et européens. C'est le sacrifice de notre élevage et de notre gastronomie. C'est la poursuite de la destruction de notre industrie, de la culture, de nos services publics et des marchés publics ouverts au pied de biche, jusqu'à la livraison en pâture de nos données personnelles et de nos vies intimes aux mastodontes Google et Yahoo pour nous surveiller et en faire commerce.* » Sur son site Internet, Jean-Luc Mélenchon avait mis en ligne le 13 décembre 2013 un article intitulé « *Dinde de Noël au chlore* », dans lequel on pouvait lire : « *Cette semaine à Washington, messes basses dans le dos des Européens.* »

Sous une forme ou sous une autre, c'est la même rengaine présentant les multinationales américaines comme le danger à combattre en priorité, c'est-à-dire plaçant le problème sur le terrain nationaliste. Terrain sur lequel Marine Le Pen trouve tout à fait son compte, prétendant, elle, parler au nom des paysans français. Ainsi, lors de sa visite au Salon de l'agriculture le 25 février, elle a déclaré : « *Les nombreux élus que nous enverrons au Parlement européen mèneront la guerre contre le traité de libre-échange transatlantique* » car, selon elle, ce traité va « *organiser un dumping systématique* » de la production agricole française au profit des éleveurs et agriculteurs américains. « *Ce ne sont pas les Américains qui vont s'adapter à nos normes!* » a-t-elle déclaré. Puis, pour finir : « *Ce projet est une condamnation à mort pour l'immense majorité de nos agriculteurs.* »

Il est donc de bon ton de dénoncer la volonté de domination des multinationales américaines. Pourtant, il s'avère que ce ne sont pas elles qui ont le plus besoin de la libéralisation associée au marché transatlantique. Un représentant de longue date du courant altermondialiste, Raoul-Marc Jennar, ex-militant du NPA, qui lui aussi a écrit un ouvrage intitulé *Le grand marché transatlantique : la menace sur les pays d'Europe*, a avoué lors d'une interview récente : « *Ce dont nous parlons, ce n'est pas de ce que les États-Unis demandent, mais c'est de ce que les Européens demandent : abaisser les droits de douane, abaisser les barrières non tarifaires, c'est-à-dire les normes, mettre en place des mécanismes de règlement des différends, c'est-à-dire de groupes de règlements privés plutôt que le recours aux juridictions officielles. Tout cela, c'est ce que les vingt-huit États de l'Union européenne ont*

demandé à la Commission de négociier.» (Blog Médiapart de Pascale Fourier, 22 mars 2014)

En réalité, à cause de l'étroitesse de leur marché national, les trusts européens, et entre autres les trusts français, ont un besoin presque vital de se voir ouvrir au maximum le marché américain. Pour les trusts américains, l'ouverture du marché européen est moins essentielle. Fidèle représentante des intérêts capitalistes français, la ministre socialiste du Commerce extérieur, Nicole Bricq, a ainsi déclaré dans une tribune au *Huffington Post*: « *Pour que nos entreprises [françaises] soient dans le wagon de tête de la mondialisation, elles doivent être aux États-Unis et dessiner avec des partenaires américains la frontière technologique.* »

Enfin, ceux qui présentent ce futur traité comme une menace sans précédent mettent également en avant la création d'une instance d'arbitrage internationale qui serait chargée de trancher les litiges entre un investisseur et un État. Ce tribunal privé permettrait à des multinationales d'assigner en justice un État au prétexte de « protéger les investissements ». Ce type de tribunal existe dans le cadre de l'ALENA en Amérique du Nord. Sur le sujet, le journal *Le Canard enchaîné*, partie prenante lui aussi de la campagne contre le marché transatlantique, donne un exemple frappant dans son édition du 15 mars. La ville de Windsor au Canada est reliée à la ville américaine de Detroit par un unique pont constamment embouteillé. Elle a donc décidé de faire construire un deuxième pont. Mais elle a été poursuivie en justice par l'entreprise privée possédant le pont embouteillé, sous prétexte que « *la construction d'un nouveau pont est une expropriation de son investissement et qu'elle bénéficie d'un droit exclusif au franchissement de la rivière par un seul pont* ».

Cet exemple est assurément choquant. Mais faire croire que ce sont les multinationales américaines qui sont les sangsues les plus voraces pour les budgets publics en France, c'est éluder tout le parasitisme des groupes français. Il n'est pas nécessaire d'aller chercher aussi loin, ni même d'avoir à imaginer une nouvelle justice privée, pour trouver des exemples aussi écœurants.

Le droit commercial actuel français permet tout à fait cela. En 2013, Angers Loire Métropole a versé 500 000 euros à Décathlon et cela va se reproduire tous les ans jusqu'en 2016, pour un montant total de deux millions d'euros. Au nom de quoi Décathlon, propriété de la famille Mulliez, qui possède Auchan, peut-il réclamer cette somme ? Ces deux millions sont une pénalité que le groupe fait payer à l'agglomération angevine pour ne pas avoir réalisé la bretelle routière promise en 2007 pour obtenir l'installation d'un magasin. Et

Décathlon aura le beurre et l'argent du beurre, car l'agglomération d'Angers a assuré que la bretelle serait effectivement construite en 2016 !

Les multinationales n'ont absolument pas besoin d'un traité de plus pour piller les caisses de l'État et même le traîner devant les tribunaux si cela leur permet de toucher opportunément un pactole supplémentaire.

LE LIBÉRALISME, UNE SEULE DES FACES DU CAPITALISME

Dans cette campagne qui se met en place contre l'accord de libre-échange transatlantique, la cible qui fait l'unanimité est, une fois de plus, selon le terme consacré, le « libéralisme ». En fait, depuis les mobilisations nationales et internationales du mouvement altermondialiste, comme celles contre l'AMI, l'OMC ou la Constitution européenne, le terme de libéralisme s'est largement imposé pour symboliser tout ce qu'il y aurait de nuisible dans l'économie capitaliste.

Or, le fait de dénoncer le libéralisme et non le capitalisme n'est pas anodin. Cela sous-entend qu'il y aurait un bon capitalisme possible, un capitalisme « raisonnable ». Et surtout, cela évite de poser le problème de l'organisation économique qu'il faudrait mettre à la place du capitalisme. Le libéralisme n'est pourtant pas une nouveauté. Dès les débuts du mouvement ouvrier, alors que le capitalisme était en plein essor en Angleterre, Marx avait démystifié la propagande libre-échangiste des capitalistes anglais, dont l'industrie était à l'époque presque sans rivale. Les capitaines d'industrie britanniques se battaient pour abattre les barrières douanières des autres pays. Ils voulaient aussi faire tomber les barrières douanières anglaises qui renchérisaient les prix des céréales et protégeaient ainsi les rentes des grands propriétaires fonciers anglais.

Dans un discours sur le libre-échange, en janvier 1848, Marx dénonça les promesses des libéraux anglais qui prétendaient que celui-ci ferait baisser les prix et, par contrecoup, augmenterait le pouvoir d'achat des travailleurs. Il montra que, si les prix allaient sûrement baisser, ce seraient les capitalistes qui en profiteraient pour faire baisser les salaires. Il soulignait ainsi : « *Pour nous résumer: dans l'état actuel de la société, qu'est-ce donc que le libre-échange ? C'est la liberté du capital. Quand vous aurez fait tomber les quelques entraves nationales qui enchaînent encore la marche du capital, vous n'aurez fait qu'en affranchir entièrement l'action.* » Mais pour mieux ajouter : « *Tant que vous laissez subsister le rapport du travail salarié au capital, l'échange des marchandises entre elles aura beau se faire dans les conditions les plus favorables, il y aura*

toujours une classe qui exploitera, et une classe qui sera exploitée.»

Pour Marx, ni le libre-échange ni le protectionnisme ne pouvaient servir aux ouvriers britanniques de drapeau pour leur émancipation. Et il concluait son discours en affirmant : « *Ne croyez pas, Messieurs, qu'en faisant la critique de la liberté commerciale nous ayons l'intention de défendre le système protectionniste. On se dit ennemi du régime constitutionnel, on ne se dit pas pour cela ami de l'Ancien régime.»*

Dans cette dernière phrase, Marx faisait allusion au combat politique que le prolétariat devait mener en France contre la monarchie constitutionnelle bourgeoise de Louis-Philippe, sans pour autant se jeter dans les bras des royalistes de l'Ancien régime.

À l'époque de Marx, le libéralisme de la bourgeoisie anglaise se heurta la plupart du temps au protectionnisme des bourgeoisies française, belge, néerlandaise ou allemande dont l'industrie faisait ses premiers pas. Pour constituer un marché national propre pour leurs produits, ces bourgeoisies continentales renchérisaient artificiellement les produits anglais et faisaient payer le prix fort à leur population. La condition de la classe ouvrière d'alors, que ce soit dans l'Angleterre libre-échangiste ou la France ou l'Allemagne protectionnistes, était misérable. Ce n'est que l'essor du mouvement ouvrier dans ces pays qui changea la donne et permit d'arracher par la lutte des concessions à la bourgeoisie.

LES ÉTATS AU SERVICE DES MULTINATIONALES

Depuis cette époque, le système capitaliste et les rapports de force entre les grandes puissances ont bien sûr évolué. Au fil des cycles de crise et d'expansion économique, des concentrations industrielles et bancaires gigantesques ont émergé dans les pays capitalistes les plus puissants. Ces trusts sont devenus les vrais dirigeants de la société. Et, par leur poids économique et leurs liens innombrables dans les appareils d'État de leurs pays respectifs, ils dictent leur politique aux États. Libre-échange et protectionnisme ne sont toujours que deux aspects non pas contradictoires mais complémentaires des politiques de la classe capitaliste.

Cette domination des grands trusts sur les États, qui date au bas mot d'une centaine d'années, fait qu'il est absurde de penser que les appareils d'État puissent représenter des intérêts différents de ceux des grands trusts. Or, dans la propagande des antilibéraux, la casse des services publics et le recul de la protection sociale seraient la conséquence de choix politiques fait

sous l'influence de la pensée libérale. Il suffirait que des politiciens antilibéraux accèdent aux manettes du pouvoir pour protéger et rétablir cet étatisme social qui se délite.

Il faut rappeler d'où vient cet étatisme social. Dans la plupart des pays européens, il a été mis en place au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, à un moment où la bourgeoisie pouvait craindre des révoltes ouvrières comme celles qui avaient secoué l'Europe juste après la Première Guerre mondiale. Par ailleurs, il fallait reconstruire et remettre en route l'appareil de production. Il fallait même le moderniser. Pour tout cela, la bourgeoisie s'est appuyée sur son appareil d'État. Celui-ci a concentré entre ses mains les secteurs clés de l'économie comme les banques, les transports ou encore l'énergie, pour fournir à bas prix des services et des produits essentiels aux industries restées privées, afin d'optimiser leurs profits.

Envers les travailleurs, l'État a mis en place des services sociaux comme celui de la Sécurité sociale. Il avait besoin d'une part d'acheter une certaine paix sociale et d'autre part de minimiser le coût d'un système de santé permettant au patronat d'avoir à sa disposition une classe ouvrière en état d'être exploitée, et cela malgré les conséquences de la guerre et malgré l'intensification considérable de l'exploitation dans cette période de reconstruction. Dans cette sale besogne, tout les partis de la bourgeoisie furent mis à contribution, mais surtout ceux qui avaient un crédit auprès des travailleurs, comme en France le PCF qui, pour la première fois de son histoire, accéda aux responsabilités gouvernementales. Il pesa de tout son poids pour étouffer la contestation ouvrière qui montait et fut un des plus actifs propagandistes de la « reconstruction nationale ». Il n'est pas étonnant qu'aujourd'hui les dirigeants du PCF fassent référence à cette période de l'après-guerre avec la fierté du devoir accompli... envers la bourgeoisie, s'entend.

Mais, avec la crise des années 1970, les besoins des capitalistes ont changé. Le marasme dans lequel s'enfonçait de plus en plus l'économie les poussa à chercher frénétiquement des placements pour leurs capitaux. Alors, les entreprises publiques développées avec l'argent de l'État, avec leurs marchés captifs, sont devenues des morceaux de choix et ont été privatisées à tour de bras. Par ailleurs, par l'intermédiaire de la dette publique, le système financier est venu vampiriser toujours plus les caisses de l'État, le poussant par un autre bout à réduire les budgets des services publics et sociaux.

C'est pour cela qu'au cours de ces dernières décennies, les gouvernements sont constamment revenus sur tout ce qui avait été mis en place

comme services sociaux il y a soixante-dix ans. Mais, que ce soit en 1945 ou aujourd'hui, l'État a toujours été un serviteur fidèle des intérêts de la bourgeoisie, sachant tout simplement s'adapter à ses besoins. Évidemment, quand les dirigeants des partis politiques qui étaient au pouvoir ou qui, comme Marine Le Pen, rêvent d'y parvenir, sont dans l'opposition, ils peuvent jouer l'indignation devant les attaques contre les services publics, démagogie électorale oblige. C'est là que la dénonciation du libéralisme leur est bienvenue pour apparaître radicaux à bon compte. Mais, de retour au pouvoir, ils appliquent tous, le petit doigt sur la couture du pantalon, ce que la bourgeoisie leur dicte.

La dégradation des services publics est une attaque importante contre le niveau de vie des travailleurs. La cause n'en est pas le libéralisme, mais la soif de profit du grand patronat, son parasitisme de plus en plus pesant. La bourgeoisie pense depuis longtemps que les caisses de l'État lui sont acquises. Les investissements publics ont toujours joué le rôle de commandes assurées et très chèrement payées aux entreprises privées. Mais avec l'approfondissement de la crise, pour continuer d'accroître leurs profits, les capitalistes ont besoin de puiser plus immédiatement et plus directement dans les caisses publiques, quelles qu'en soient les conséquences.

Aucun gouvernement au service de la bourgeoisie ne reviendra sur cette évolution catastrophique des services publics. Car il est hors de question pour la bourgeoisie de rendre toutes les bonnes affaires sur lesquelles elle a mis la main : il s'agit de toutes les entreprises privatisées, mais aussi de tous les services publics où les intérêts privés se sont immiscés, comme celui de la santé avec les cliniques privées ou les innombrables petites privatisations partielles.

□□□

Il en est donc des services publics comme de la situation générale de la classe ouvrière : la solution ne peut venir que d'une mobilisation consciente des travailleurs se battant pour des objectifs clairs et qui ne soient pas des miroirs aux alouettes.

Et c'est bien là où toutes les lubies des antilibéraux sont nocives. S'il est tout à fait légitime de s'inquiéter de ce que la bourgeoisie et son État manigancent, il ne faut pas se laisser embarquer dans des combats derrière des objectifs à la

fois utopiques et dérisoires. Et l'opposition aux traités de libre-échange internationaux en est un exemple.

Combien de projets de traités enclenchés n'ont pas abouti, non parce que certaines conséquences auraient été néfastes pour les populations mais parce que les bourgeois ne se sont tout simplement pas mis d'accord ? Le mouvement altermondialiste a pris un essor important, notamment à partir de la mobilisation internationale à Seattle en 1999 contre l'OMC. Il se trouve que les discussions en vue de la libéralisation des échanges économiques mondiaux ont été gelées, non pas à cause du mouvement altermondialiste, mais bien plus à cause de la dernière phase de la crise économique mondiale. Est-ce que cela a empêché si peu que ce soit la situation des travailleurs et des populations pauvres dans le monde de se dégrader considérablement ces dernières années ?

Et puis, il y a d'un côté ces grands traités de libre-échange internationaux qui, même quand on nous dit qu'ils se préparent dans le plus grand secret, se déroulent au bout du compte sous les projecteurs de toutes les caméras. Mais il y a aussi tous les traités bilatéraux ou partiels que les pays riches imposent continuellement à tous les pays pauvres, et qui eux se mettent en place en toute discrétion.

Enfin, et c'est l'essentiel, il y a tout ce que les trusts des pays capitalistes du monde entier imposent çà et là sans le moindre traité, sans la moindre autorisation, simplement par la raison du plus fort, car c'est comme cela que fonctionne l'économie capitaliste. Les traités et toutes les lois, nationales et internationales, ne viennent en réalité bien souvent que consacrer ce qui se faisait déjà avant dans les faits.

Alors, face à toutes ces diversions, face à tous ceux qui cherchent à entraîner les travailleurs sur des voies qui ne sont que des impasses et en plus ont des relents chauvins, il faut au contraire affirmer les intérêts politiques généraux du camp des travailleurs, qui ont pour principes de base la lutte contre la domination de la bourgeoisie quelle que soit la politique dans laquelle elle se drape, et l'internationalisme. Et le drapeau de la classe ouvrière ne réclame pas des barrières douanières, mais « *prolétaires de tous les pays, unissons-nous !* »

31 mars 2014

France

Le pillage des fonds publics par la bourgeoisie

En France, les sommes transférées aux capitalistes ne cessent d'augmenter, à travers des possibilités toujours plus nombreuses leur permettant de s'enrichir sur le dos de la population par le pillage. Conséquence : le parasitisme du système capitaliste s'accroît. L'objectif de cet article est d'illustrer cette évolution, à travers une série d'exemples,

Les statistiques que nous utilisons sont celles que l'État rend publiques. Elles permettent de lever une partie du voile qui recouvre l'ampleur de l'exploitation et des moyens dont dispose la bourgeoisie pour récupérer une partie de ce qu'elle lâche en salaires. Les catégories utilisées pour établir ces statistiques reflètent cependant des préoccupations qui sont à l'opposé des nôtres. Les capitalistes ne s'intéressent pas aux rapports de classe. Et pour cause, ils les jugent naturels comme ils jugent naturelle leur place à la direction de l'économie. En conséquence, par exemple, les statisticiens utilisent la catégorie de « ménages », bien imprécise puisqu'elle inclut de la même façon le ménage des Bettencourt et celui d'une famille populaire. Autre exemple : le terme d'« investissements » donne un reflet déformé de la réalité économique, car il inclut les rachats d'entreprises, les fusions-acquisitions, au même titre que les investissements dans de nouvelles productions.

On pourrait multiplier les exemples qui montrent que les statistiques publiques ne donnent qu'une vision déformée du soutien aux fortunes de la bourgeoisie et de l'ampleur de son parasitisme. Mais nous n'en avons pas d'autres et elles permettent malgré tout d'en avoir une idée.

L'AIDE DE L'ÉTAT : UNE DÉFINITION IMPOSSIBLE

Il serait non seulement fastidieux mais même impossible de dresser un inventaire exhaustif de toutes les aides à la bourgeoisie, tant le transfert des richesses est propre à quasiment toutes les décisions de l'État.

Rosa Luxemburg soulignait, dans son texte *Réforme ou révolution* (1898) : « L'État actuel est avant tout une organisation de la classe capitaliste, de la classe dominante. Si, dans l'intérêt du développement social, il se charge de fonctions d'intérêt général, c'est uniquement parce que et

seulement dans la mesure où ses intérêts et le développement social coïncident avec les intérêts de la classe dominante. » Du fait de son caractère de classe, l'État ne développe rien qui échappe complètement au système capitaliste.

Au travers de la fonction essentielle de l'appareil d'État, à savoir le maintien de l'ordre social, des sommes colossales sont reprises aux contribuables au profit des capitalistes, non seulement pour des raisons politiques mais aussi économiques. Car, tout en remplissant un rôle politique indispensable pour la bourgeoisie, dans sa lutte contre les travailleurs comme dans celle qui l'oppose aux autres bourgeoisies, le budget militaire est une manne pour une fraction de la bourgeoisie. L'entretien de forces de répression, d'une armée équipée en matériel militaire, forme un marché pour une fraction de capitalistes et est parfois à l'origine de leurs fortunes. Devenir le fournisseur officiel des armées, l'équiper en fusils hier, et aujourd'hui en matériels ultra sophistiqués tels que des avions Rafale, est une source de profit garantie par les ponctions faites sur l'ensemble de la population. Les budgets militaires de tous les pays n'ont cessé d'augmenter pour devenir le premier ou le deuxième budget, au détriment de tout ce qui peut être utile à la population. Rosa Luxemburg concluait ainsi un chapitre consacré au militarisme dans son ouvrage *L'accumulation du capital* (1913) : « *Pratiquement, sur la base des impôts indirects, le militarisme remplit ces deux fonctions : en abaissant le niveau de vie de la classe ouvrière, il assure d'une part l'entretien des organes de la domination capitaliste, l'armée permanente, et d'autre part il fournit au capital un champ d'accumulation privilégié.* »

Cependant ce sont l'ensemble des fonctions de l'appareil d'État qui sont un moyen pour la bourgeoisie de faire fructifier ses capitaux. Un secteur comme l'éducation répond à la nécessité de former de futurs travailleurs avec des connaissances de plus en plus pointues pour qu'ils soient exploitables et il constitue en même temps une source de profit au travers des fournitures scolaires, de l'enseignement privé, etc. pour quelques groupes capitalistes. La santé, elle, est un enjeu que les gouvernements successifs s'attachent à diviser en deux secteurs : l'un, privé, aux mains de

groupes et l'autre, public, qui se charge des pathologies moins rentables. De façon plus directe, les capitalistes se nourrissent des commandes de l'État et des collectivités publiques. Depuis le début de la crise, les gouvernements ont garanti les profits des groupes de BTP, en particulier avec des plans de relance qui leur assurent des contrats de grands travaux.

Ce rôle de soutien des investissements de la bourgeoisie existe naturellement depuis le début de son développement. Dès sa phase d'ascension, la bourgeoisie a développé ses affaires avec l'aide de l'État. Mais, avec l'extension du pouvoir de la bourgeoisie sur l'ensemble du globe, cette mainmise est allée jusqu'à fusionner l'appareil d'État et la bourgeoisie.

Au tournant du siècle, le capitalisme a atteint son « stade suprême, l'impérialisme », pour reprendre le titre de l'ouvrage de Lénine consacré à cette transformation du capitalisme. Un an après avoir écrit cet ouvrage, en 1916, Lénine relevait dans une préface de *L'État et la révolution* : « *La guerre impérialiste a considérablement accéléré et accentué le processus de transformation du capital monopolistique en capitalisme monopolistique d'État.* » Il soulignait par cette expression la tendance à la fusion du capital financier avec l'appareil d'État, qui subordonne celui-ci aux rois de la finance.

L'IMPACT DES CRISES DU SYSTÈME CAPITALISTE

Ce qui était vrai au moment de la guerre de 1914 l'est encore plus aujourd'hui. La crise de 1929, puis celle qui a commencé en 1973 et s'est accélérée avec la crise bancaire de 2008 sont autant d'étapes vers la fusion totale entre l'État et la grande bourgeoisie.

La crise a accru le détournement des fonds publics vers les entreprises privées et la bourgeoisie. Chacun des épisodes de son développement sert de prétexte à ce hold-up de l'argent collecté auprès des travailleurs sous forme d'impôts, taxes et autres, justifié au nom de la compétitivité des entreprises, de l'emploi ou encore du sauvetage des banques.

À l'aggravation de l'exploitation tout au long de la crise actuelle de l'économie capitaliste, s'est ajouté l'accaparement de fonds publics à une échelle sans précédent.

Le coût pour les finances publiques était estimé par le Conseil des prélèvements obligatoires à 172 milliards en 2010, compte tenu des niches fiscales, sociales et des dérogations fiscales. Ce montant inclut des aides très différentes, entre l'optimisation des impôts permise grâce à de nombreux dispositifs et dont les auteurs de l'étude

affirment eux-mêmes qu'elle est une « *simple question de gestion opérationnelle lorsqu'il s'agit de sociétés mondialisées du CAC40* », pour souligner l'avantage des grandes entreprises sur ce type d'aide, mais aussi les dégrèvements de charges, qui représentent 15% des recettes de la Sécurité sociale.

D'après les auteurs d'un rapport demandé par le gouvernement en juin 2013, qui n'inclut pas en particulier les dérogations fiscales, le montant global des aides aux entreprises se chiffre à 103,5 milliards d'euros par an. Il comporte des aides à l'exportation pour 21,9 milliards d'euros, des dispositifs pour alléger le coût du travail pour 47,9 milliards d'euros et 33,7 milliards de fonds destinés aux financements de projets innovants ou autres. Cela correspond à 6 000 dispositifs.

Comme tous les rapports qui ont été publiés ces dernières années, celui-ci souligne l'opacité des montants et de leur efficacité. Ni l'État ni les entreprises n'ont intérêt à ce que le coût de ces dispositifs pour la société et leur impact réel sur l'emploi soient mis sur la place publique.

Ces aides profitent essentiellement aux grandes entreprises. Le cabinet Ernst Young a rappelé récemment que seulement 9% de ces aides sont spécifiquement ciblés vers les petites et moyennes entreprises. C'est dire à quel point l'argument de la défense des petites entreprises n'est qu'un prétexte.

Les allègements dits Fillon, mis en place en 2003, représentent à eux seuls 30 milliards par an, soit 70% des allègements de charge. Ils dispensent les entreprises de payer 20% des cotisations sociales qu'elles devaient verser. La baisse des charges sociales patronales passe aussi par le le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) créé en janvier 2013 et dont le taux a encore augmenté en 2014. Ces baisses de charges successives n'empêchent pas le patronat de continuer à dénoncer les charges sociales qu'il paye et d'en exiger la baisse.

Au fil du temps, se sont constituées des officines spécialisées dans l'apport financier aux entreprises, suppléant en partie les banques ou garantissant les risques. La Coface assure depuis longtemps les risques pris dans les contrats à l'étranger. Le FSI (Fonds stratégique d'investissement), créé en 2008, abondé à hauteur de 20 milliards, intervient dans le capital de sociétés en difficulté. OSEO, de création récente, est un fonds spécialisé au service des PME.

En 2013, ce sont 10 milliards de prêts qui ont été attribués, dont 4 milliards pour répondre aux besoins de trésorerie des entreprises par la Banque publique d'investissement (Bpifrance).

Les efforts d'investissement pour la recherche

sont en partie pris en charge par l'État. L'État prétend qu'il ne serait pas dans son rôle s'il se substituait aux patrons ; alors ce soutien se fait au travers de dispositifs incitatifs. Il a en particulier donné lieu à la création, en 1982, d'une niche fiscale qui est devenue au fil de son élargissement une des plus coûteuses. Une de ses formes, le Crédit impôt recherche (CIR), qui représentait 700 millions en 2005, a atteint 5,8 milliards en 2013 d'après la Cour des comptes. Le président de la société SuperSonic Imagine, spécialisée dans les techniques d'échographie, explique qu'il a eu droit à 14 millions d'euros de la Bpifrance et qu'il bénéficie chaque année d'un crédit impôt recherche de 1 à 1,5 million d'euros.

Mais l'appui public n'empêche pas qu'il y ait plus de destructions que de créations d'emplois dans la recherche et le développement, même dans les secteurs que le gouvernement désigne comme stratégiques. Sanofi a reçu 150 millions d'euros en 2013 au titre du CIR et du CICE, tout en poursuivant sa politique de réduction des effectifs et la fermeture de deux sites de recherche. Alcatel Lucent, PSA et d'autres taillent aussi dans les effectifs des chercheurs.

Les parlementaires chargés de faire le point sur les aides aux entreprises mettent l'accent sur les aides attribuées par les collectivités publiques. Elles se sont banalisées dans les années 1970. Des exonérations de la taxe professionnelle ont été permises, puis le versement de primes, comme celle accompagnant la création d'entreprises en 1977. Elles se sont ensuite multipliées avec les lois de décentralisation de 1982 décidées par le gouvernement de gauche de Mauroy. Elles ont en particulier permis aux collectivités d'aider à l'achat ou à la location d'immobilier pour les entreprises et à financer des zones d'activité, d'exonérer d'un impôt ou d'une taxe les entreprises qui s'installaient sur leur territoire. Elles sont utilisées aussi au financement d'associations dont le but est de coordonner les initiatives prises en vue de favoriser la commercialisation, l'exportation des productions ou services des entreprises du secteur concurrentiel. Une succession de nouvelles règles ont encore ouvert de nouvelles possibilités, comme celle de compléter les aides accordées par la région, qui est censée être le pilote des aides au développement économique, ou même depuis 2004 de créer ses propres aides, sous le contrôle néanmoins du préfet. Ces dépenses sont dispersées sous plusieurs chapitres dans les comptes administratifs des différentes structures, et de ce fait sont difficilement comptabilisables sans une étude poussée. En 1993, elles étaient déjà estimées à 15 milliards.

Le système de partenariat public-privé, qui

consiste à faire appel au privé, pour financer, construire et entretenir un projet, en échange d'un loyer versé par la collectivité qui s'engage, répond à la nécessité de ne pas faire apparaître de nouveaux emprunts dans les comptes de l'État et des collectivités¹. Mais c'est un système qui intéresse les grandes entreprises. Rendu possible à partir de 2002 sous la pression des grands groupes de BTP, il est taillé sur mesure pour eux et leur assure ce qu'on peut appeler une rente, puisque le loyer est prévu à l'avance et financé directement par la collectivité.

Parmi les nouvelles aides, les délégations de service concernant l'eau, les communications et autres offrent à des entreprises des marchés dont les usagers sont captifs. La valse des nationalisations et des privatisations des années 1980 et 1990 a permis à des capitalistes de se désengager de secteurs insuffisamment rentables et de récupérer de l'argent frais pour de nouvelles opérations, avant de récupérer les mêmes sociétés.

Quant au pacte de responsabilité en cours d'élaboration, cadeau sans plus de contreparties que les précédents, un conseiller de Hollande justifie la confiance que le gouvernement accorde au patronat dans ces termes : « *Quand on se marie, on ne pense pas tout de suite au divorce.* » La réponse du Medef est tout autant explicite. Son président, Gattaz, explique dans une interview au journal *Les Échos* : « *Je suis prêt à me mobiliser pour ce pacte, mais cela ne peut pas être du donnant-donnant, car le malade c'est l'économie du pays. Les entreprises sont asphyxiées par des marges très faibles, elles sont souvent maltraitées parce que depuis des années on prend des mesures antiéconomiques. Cela fait des années que dès qu'il y a un problème, on ajoute 50 pages au Code du travail, quelques points de cotisations sociales et des impôts en plus.* »

Les 203 milliards de dividendes touchés par les actionnaires de l'ensemble des sociétés non financières en 2012 en France donnent une idée approximative du rétablissement des marges des entreprises. La richesse appropriée directement par la bourgeoisie s'est fortement accrue. Mais la part consacrée aux investissements de ces mêmes entreprises atteint un montant inférieur, de 197,4 milliards. Cela signifie que les capitalistes se tournent vers la sphère financière et que le caractère parasitaire du capitalisme s'approfondit.

Ce caractère parasitaire va bien au-delà des aides que nous venons de décrire, qui sont versées à des entreprises qui conçoivent, fabriquent,

1 Voir l'article : « Les partenariats public-privé : l'État et les collectivités, vaches à lait des capitalistes du BTP », *Lutte de classe* n° 158, mars 2014.

commercialisent des produits, des services, même si les profits qu'elles en retirent quittent l'économie productive. La plus grande partie de l'argent public détourné alimente directement la sphère financière.

LE CAPITALISME TOUJOURS PLUS PARASITAIRE

Le pillage des fonds publics se fait à une plus grande échelle encore au moyen de la dette publique. Celle-ci a commencé à prendre des proportions considérables dans les années 1980. Les sommes consacrées au service de la dette représentaient 5,4 milliards en 1980 alors qu'en 2012, elles étaient multipliées quasiment par dix pour atteindre 55,5 milliards, soit 5,5% des recettes de l'État. Dès les années 2000, il n'était même plus possible de rembourser cette dette : à chaque échéance des prêts, l'État empruntait à nouveau pour couvrir les précédents. La crise de 2008 a fortement accru l'endettement. Sur les 174 milliards d'euros que l'État français empruntera en 2014, seuls 47 milliards (27%) iront au remboursement de la dette, le reste étant consacré au remboursement des intérêts. La dette elle-même frise aujourd'hui les 2000 milliards d'euros. À titre de comparaison, elle atteignait 663 milliards en 1995.

Le processus s'est accéléré en 2008 au travers du sauvetage des banques. Les États ont mis sur le marché des milliards en échange des actifs pourris qui remplissaient les coffres des banques. Au nom du fait qu'elles étaient « *too big to fail* », c'est-à-dire trop grosses pour que le système capitaliste puisse supporter leur faillite, les pouvoirs publics ont épongé les pertes des

banques. Cela leur a assuré l'impunité totale : le grand capital peut faire ce qu'il veut, les États lui porteront secours tant qu'ils le pourront. La crise de 2008 a provoqué celle des dettes souveraines en Europe, engendrant le rachat des dettes des États européens les plus fragiles par la Banque centrale européenne.

C'est au travers de cette aide que le parasitisme de la bourgeoisie apparaît de la façon la plus directe. La part de plus-value arrachée aux travailleurs dans le processus d'exploitation est accaparée et réintroduite dans la sphère financière. C'est un des aspects qui exprime la putréfaction du système capitaliste. Rosa Luxemburg expliquait que « *l'accumulation est impossible dans un milieu exclusivement capitaliste* » car celui-ci a besoin de pouvoir s'étendre, de pénétrer de nouveaux marchés. À défaut, son évolution peut conduire à une impasse, au sens de devenir incapable de développer les forces productives. La financiarisation du système capitaliste reflète cette évolution avec un degré de parasitisme nettement supérieur à celui que constatait Lénine ou Rosa Luxemburg. Aujourd'hui, le système étouffe dans sa propre graisse.

Rosa Luxemburg poursuivait son raisonnement en écrivant que « *l'impérialisme est à la fois une méthode historique pour prolonger les jours du capital et le moyen le plus sûr et le plus rapide objectivement d'y mettre un terme* » (*L'accumulation du capital*). Le renversement du capitalisme pour l'avènement d'un système communiste a pris du retard ; mais il reste la seule perspective porteuse d'avenir.

29 mars 2014

Ukraine

Récession, déliquescence de la société et attaques contre la classe ouvrière

« *Aucun des hommes politiques ukrainiens qui se préparent à être candidats à la présidence ne prend la mesure de l'anarchie et ne s'apprête à l'arrêter* », a affirmé Ioulia Timochenko en annonçant sa candidature à l'élection anticipée du 25 mai qui doit remplacer le président Ianoukovitch, destitué par l'Assemblée nationale (la Rada) sous la pression du mouvement protestataire dit du Maïdan.

OLIGARQUES: ON REPREND LES MÊMES (OU PRESQUE)

Liée familialement au clan de la bureaucratie de Dniepropetrovsk, très puissant du temps de l'Ukraine soviétique, Brejnev en étant lui-même issu, Timochenko est un pur produit de la conversion politico-affairiste de la haute bureaucratie soviétique. Elle est en effet devenue la femme la plus riche d'Ukraine en contrôlant, comme membre de plusieurs gouvernements, des trafics de grande échelle autour de la commercialisation du gaz russe. Même si médias et dirigeants occidentaux s'évertuent à la présenter comme une martyre de la démocratie en Ukraine – elle a fait deux fois de la prison pour des raisons politiques autant que pour sa rapacité en affaires –, elle n'a pas osé accuser ses rivaux du gouvernement actuel d'avoir recyclé la plupart des oligarques, ces voleurs et pillards de l'économie dont la population avait cru pouvoir se débarrasser en soutenant l'opposition à Ianoukovitch.

Quelques-uns de ces affairistes honnis – les plus liés à la « famille », le clan rapproché du président déchu – ont pris la fuite ou se sont fait arrêter. Mais le plus grand nombre, y compris ceux qui ont fait main basse sur l'industrie étatisée de l'est de l'Ukraine sous la protection de dirigeants ukrainiens, Ianoukovitch n'étant que le dernier en date, ont été accueillis à bras ouverts par les nouvelles autorités.

Quelques jours après la chute de Ianoukovitch, Kolomoïski, qui s'est enrichi dans le commerce du pétrole, devenant ainsi la troisième fortune du pays, a été nommé gouverneur de la région de Dniepropetrovsk. Son compère Tarouta a été gratifié du même poste à Donetsk, au cœur

de la région où il possède l'Union industrielle du Donbass. Sa nomination a reçu l'appui de Rinat Akhmetov. Cet individu, l'Ukrainien le plus riche, « roi du Donbass » et ancien proche de Ianoukovitch, s'est lui aussi rallié au gouvernement dit intérimaire, car il gère les affaires jusqu'à l'élection présidentielle ; un gouvernement qui grouille d'oligarques de moindre importance et de fondés de pouvoir de tel ou tel clan oligarchique.

Hormis l'étiquetage des hommes au pouvoir – ils se disent maintenant proeuropéens ou s'affichent nationalistes, parfois avec d'autant plus de véhémence que récemment encore on en croisait certains dans les allées du parti de Ianoukovitch – bien peu de choses en fait ont changé. En tout cas, les milieux dirigeants et affairistes s'interpénètrent toujours autant. Comme en maintes occasions depuis fin 1991 que l'Ukraine s'est constituée en État indépendant sur les ruines de l'URSS, on assiste à une redistribution des cartes, et surtout des sources d'enrichissement, entre les hommes et les femmes qui se disputent le pouvoir.

Les sondages donnent ainsi comme favori du scrutin présidentiel Petro Porochenko, un milliardaire. Porochenko, qui possède le groupe de confiserie géant Roshen et fit partie du gouvernement de Timochenko après la prétendue « révolution orange » de 2004, vient de recevoir le soutien d'un politicien en vue, l'ex-champion de boxe et businessman Vitali Klitchko, devenu la coqueluche du Maïdan. Même arbitré par une star du ring, on peut douter que le match « roi du chocolat » contre « princesse du gaz » ait de quoi faire rêver ceux qui espéraient plus de démocratie et la fin de la corruption au sommet. Alors Timochenko se met en scène comme celle qui veut mettre un terme au délitement de l'État et au délabrement de la société.

UN ÉTAT EN DÉCOMPOSITION

Les événements qui ont secoué l'Ukraine depuis l'automne, et surtout depuis les affrontements meurtriers de Kiev fin février, ont eu pour effet de déstabiliser l'appareil étatique, en profondeur et pas seulement au niveau gouvernemental, avec pour résultat une absence d'ordre qui se

généralise dans une grande partie du pays, faute d'institutions reconnues qui puissent l'assurer.

Le cœur même de l'appareil d'État, ses forces de répression, est atteint et cela se voit. Dans l'ouest du pays, des bandes d'extrême droite se sont emparées de divers locaux administratifs, dont des commissariats avec les armes qui s'y trouvaient, et la reprise en main de ces bâtiments publics ne se fait pas sans mal. Les affrontements ont fait des morts, des procureurs ont été retrouvés pendus dans la région de Lvov. Quant à l'est de l'Ukraine, les policiers du cru, dont les chefs avaient servi avec zèle le pouvoir précédent, n'y mettent pas un grand empressement à faire respecter les décisions de Kiev, notamment face aux manifestants prorusses. Pour établir leur pouvoir sur ces régions russophones, les autorités centrales s'y font représenter par des oligarques promus gouverneurs qui tiennent l'économie régionale. Ces derniers apprécient peu toute forme de désordre qui entrave la bonne marche de leurs affaires et, pour faire respecter leur ordre, ils disposent de milices privées, nombreuses et armées, qui contrôlent leurs mines, leurs combinats sidérurgiques et leurs travailleurs. Mais tout cela n'a guère empêché jusqu'à maintenant ceux qui contestent les autorités kiéviennes de s'emparer des bâtiments publics et de les occuper plus ou moins durablement.

Une situation telle que Svoboda, le principal parti d'extrême droite, représenté au gouvernement par quatre ministres, a fait voter par la Rada la création d'une garde nationale : une force distincte de la police, avec des effectifs qui pourraient atteindre 60 000 hommes, dont les éléments nationalistes devraient constituer l'ossature. Officiellement destinée à faire la chasse à la délinquance, son but réel est de contrer, dans l'est et le sud russophones, la mise en cause du pouvoir central par le mouvement fédéraliste, que Kiev accuse de séparatisme manipulé par Moscou. Mettant à profit la faiblesse actuelle des autorités centrales, leur indécision et leur manque de soutien dans une partie de la population, ce mouvement tente d'obtenir le plus d'autonomie possible pour ces régions, c'est-à-dire pour ceux qui y exercent le pouvoir et qui y détiennent les entreprises.

Et puis il y a diverses milices que l'on voit sévir en maints endroits, dont celles constituées par des « héros de la révolution » autoproclamés, en fait des ultranationalistes et des nervis d'extrême droite, qui se comportent en bandes de racketteurs. Ici, elles extorquent un « impôt révolutionnaire » à des voyageurs, un phénomène nouveau. Là, à des restaurants, voire à des entreprises un peu plus importantes, sous menace

de représailles, une « activité » dont les forces de sécurité avaient jusqu'alors le monopole.

La situation de l'armée n'est guère plus brillante. Fin février-début mars, trois chefs d'état-major se sont succédé en quelques jours, l'un d'eux ralliant purement et simplement la Russie. Et, de l'aveu même du président de la République par intérim Tourtchinov, l'armée de ce pays aussi vaste que la France n'aligne que « 6 000 hommes en état de combattre ». En tout cas, le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie a eu lieu sans susciter de résistance, hormis celle, verbale, de quelques hauts gradés ukrainiens, tandis qu'une partie des troupes passait avec armes et bagages du côté russe.

Accusé d'improvisation dans la gestion de la crise de Crimée, y compris au sein du nouveau pouvoir, le ministre de la Défense remit sa démission à la Rada. Le représentant du président en Crimée, lui, démissionna en geste de protestation contre l'impuissance d'un gouvernement « *qui ne fait que tenir des réunions, des débats* ». Mis en cause, le président par intérim présenta lui aussi sa démission au Parlement, qui la refusa : elle aurait soldé la faillite d'un État en déliquescence.

COMME UN AIR DE GUERRE FROIDE

Appareil d'État évanescant, absence d'ordre qu'une autorité soit en mesure de faire respecter : au terme de quatre mois de bouleversements politiques, une forme d'anarchie, au sens qu'entend Timochenko, règne en Ukraine. Hors du pays, on doit constater que ces événements ont, d'un seul coup, modifié le climat international.

À en juger par le ton de la presse occidentale, la guerre froide semble refaire surface. Et il n'y a pas que les médias à l'évoquer. Certes, ils déforment les choses, les amplifient, sont perpétuellement en quête du sensationnel qui fait vendre et accroît les recettes de publicité. Mais il y a aussi les pays membres du G8, – qui regroupe huit des pays économiquement les plus puissants : États-Unis, Canada, Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Italie, Russie – redevenu le G7 avec l'exclusion temporaire de la Russie, dont les gouvernements accusent cette dernière d'avoir attisé la crise ukrainienne et d'avoir annexé illégalement la Crimée.

Comme si, depuis des lustres, les grandes puissances, et d'abord les États impérialistes américain, britannique ou français, ne s'essuyaient pas les pieds sur le respect du droit international quand celui-ci – qui ne fait que codifier les positions acquises par les plus forts et les compromis que ces rivaux en brigandage doivent périodiquement conclure entre eux – ne s'accorde plus assez à leurs intérêts ! Et puis,

depuis quand ce droit international a-t-il quoi que ce soit à voir avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

Ce n'est certes pas le souhait de la majorité de la population de Crimée de se séparer de l'Ukraine qui a poussé Poutine à agir. Depuis l'éclatement de l'URSS, elle l'avait fait connaître, sans que cela émeuve Moscou, qui préférait utiliser la chose comme un moyen de pression dans ses tractations avec Kiev. Et l'on sait comment, d'Eltsine à Poutine, le Kremlin a férocement réprimé la population tchéchène qui avait souhaité devenir indépendante de la Russie lors de la fin de l'URSS. Mais l'air indigné qu'affectent les gouvernants occidentaux face à la Russie serait comique si l'on ne connaissait les crimes contre les peuples qu'eux et leurs prédécesseurs ont couverts ou commis en invoquant leurs prétendus grands principes démocratiques.

L'agitation des présidents et ministres occidentaux autour de la crise ukrainienne masque mal le fait qu'en réalité ils ne font rien. Mais l'annonce de sanctions contre la Russie, l'escalade assumée par un Obama dans l'aggravation des mesures de rétorsion, les déclarations menaçantes de responsables de l'OTAN, le tout relayé, commenté jour après jour par des médias, ont pu amener certains à se demander s'il n'y avait pas là un risque de guerre à notre porte.

Nous ne discuterons pas de cette question car, tandis que les uns et les autres se livrent à une guerre des communiqués et s'activent sur le devant de la scène, en coulisses les négociations vont bon train, notamment entre Washington et Moscou. Mais nous voudrions revenir sur l'enchaînement d'événements qui ont conduit à la situation actuelle.

LES RAISONS D'UNE COLÈRE LARGEMENT PARTAGÉE

Derrière l'image de propagande élaborée par les médias et chancelleries des pays occidentaux présentant de façon unilatérale et exclusive les contestataires du Maïdan comme de jeunes proeuropéens épris de démocratie, on a vu se profiler une masse de gens fort peu recommandables : les ultranationalistes de Svoboda, les néonazis de Pravyi Sektor, qui encadraient les manifestations, occupaient des bâtiments officiels au centre de Kiev et qui, affrontant les forces de sécurité, ont renforcé leur influence à la mesure de la couardise de l'opposition parlementaire face au pouvoir de lanoukovitch.

Sur cette grand-place de Kiev vers laquelle convergeaient toutes les caméras du monde, on a aussi vu accourir toute une brochette de dignitaires américains et ouest-européens qui,

tel Fabius, ne manquaient pas une occasion de prendre la pose pour les chaînes de télévision, entre deux conciliabules avec les leaders de l'opposition.

Cependant, derrière la scène d'une agitation en partie factice, il y avait un mécontentement diffus, mais large, contre un régime pourri et corrompu. Et, alors qu'augmentait le nombre des victimes de sa police antiémeute, cette contestation populaire allait enfler, y compris dans l'est industriel et russophone présenté comme le fief de lanoukovitch.

Ce rejet de la population, tout le monde a pu le toucher du doigt, ici, en voyant à la télévision ces gens qui, venus visiter la datcha du président déchu, laissaient éclater leur indignation devant un tel étalage de luxe, avec de l'or jusque dans les toilettes. Surtout s'agissant des moins jeunes, donc de ceux qui avaient été éduqués du temps de l'Union soviétique, sous le choc perçait le dégoût pour l'enrichissement spectaculairement rapide de lanoukovitch et de ses pareils. Car ces parvenus des affaires et du pouvoir doivent leur fortune au pillage de biens et de ressources qui, il y a vingt-cinq ans, appartenaient encore à l'État, dans ce pays où n'existait pas de propriété privée des moyens de production, où l'exploitation capitaliste n'était pas la source consacrée, et admise par la conscience collective, de la richesse. Ce que cette situation a d'original, et qui dénote une différence de nature de classe, on peut le mesurer au regard des réactions qu'avaient suscitées ici, voici quelques années, les révélations du majordome de Liliane Bettencourt sur l'île que la femme la plus riche de France, propriétaire de L'Oréal, s'était offerte dans l'océan Indien. Ce qui avait choqué tenait plus à la méthode employée, fort douteuse, qu'à l'achat lui-même. Contrastant avec cela, même les Ukrainiens peu politisés ont paru choqués par ce qu'ils entrevoyaient de la fortune de leur bandit d'ex-président.

De ce pillage par la couche dirigeante, toutes les masses populaires d'Ukraine, à l'est comme à l'ouest, russophones ou pas, en ont été les victimes. Car ces fortunes colossales, amassées en quelques années (on parle en milliards de dollars s'agissant de la fortune personnelle de lanoukovitch et de son entourage), ne sont pas tombées du ciel. Pour les amasser, il fallait qu'il y ait de l'argent à voler, et des protections en haut lieu pour ce faire. Et pendant qu'à Kiev des publicités s'étalent sur plusieurs étages d'immeubles entiers du centre-ville, qui vantent le dernier modèle de Mercedes ou des marques de montres de luxe, plus de 20 % de la population, selon les statistiques officielles, vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Dans la capitale, il y a une petite bourgeoisie

nombreuse qui prospère plus ou moins à l'ombre des nantis de l'oligarchie et de l'appareil d'État. Mais elle sait sa position fragile, menacée par le fait que le pays, déjà en récession, se trouve au bord de la faillite. Quant aux travailleurs de Kiev, essentiellement dans les transports et les services, ceux dont l'emploi peut passer pour stable gagnent difficilement l'équivalent de 600 ou 700 euros. Mais, à côté d'eux, des centaines de milliers d'autres n'ont que de petits boulots précaires, parfois sans même un salaire minimum assuré.

À l'ouest du pays, le taux de chômage déclaré dépasse 30% dans certaines régions. Saisonnière ou permanente, l'émigration de travail y est importante vers la Pologne. S'agissant des migrants ukrainiens partis chercher du travail en Russie, le phénomène est plus massif encore : plus de deux millions de travailleurs ukrainiens, soit un actif sur dix toutes régions confondues, travaille chez le grand voisin du nord, notamment sur des chantiers. Car dans l'est aussi, chômage et précarité font des ravages. Dans le Donbass, où de nombreuses mines ont fermé, bien des sans-emploi n'ont rien trouvé d'autre pour survivre que de creuser dans des *kopanki*, des mines exploitées sans autorisation, où la sécurité est encore plus inexistante que dans les autres, d'où de fréquents accidents mortels. Ces mines sauvages, comme il en existe un peu partout dans l'est de l'Europe, assurent une part notable de la production de charbon ukrainienne, à des coûts moindres que les mines étatisées devenues propriété des oligarques. Ce charbon produit à vil prix, mais au prix de la vie des mineurs, ces mêmes oligarques l'écoulent sur les marchés européens au prix « officiel », en empochant donc d'énormes bénéfices.

Alors il faut avoir l'esprit (socialement) bien borné, tel celui de certains journalistes, pour « découvrir », plusieurs mois après le début de la contestation, que même dans l'est russophone bien des petites gens, des travailleurs ne voulaient plus de Ianoukovitch et de sa clique ! Comme si avoir une langue ou une culture commune, russe en l'occurrence, effaçait les antagonismes sociaux...

CONTESTATION DANS LA RUE, MAIS DERRIÈRE QUELLE POLITIQUE ?

Depuis qu'avait débuté le mouvement dénonçant dans la rue la décision de Ianoukovitch de ne pas signer l'accord d'association qu'il négociait avec l'Union européenne, de larges couches de la population avaient été gagnées à l'idée qu'il fallait et qu'on pouvait en finir avec ce pouvoir. Le phénomène avait un caractère certes moins visible que les manifestations du centre de Kiev, mais

socialement bien plus large. Et si la sympathie croissante du grand nombre pour les opposants à Ianoukovitch est bien souvent restée passive, elle n'en était pas moins présente, et révélatrice d'une effervescence contestataire dans les profondeurs de la société.

Cependant, ceux qui ont très rapidement réussi à chevaucher la contestation, à lui donner une expression, une image ainsi qu'une direction politiques, ne provenaient pas des classes laborieuses ukrainiennes, ni ne se réclamaient d'elles.

D'une part, il s'agissait de représentants de clans dirigeants écartés du pouvoir politique, et cela de façon plus ou moins violente, telle Timochenko, emprisonnée après avoir perdu l'élection présidentielle de 2010. Mais, rapidement, les politiciens qui dirigeaient le gros de l'opposition parlementaire, de droite et pro-occidentale, ont été dépassés par plus radicaux qu'eux dans l'opposition au pouvoir en place, par des gens appartenant à l'extrême droite. D'ailleurs même au sein de cette dernière, les gens du groupe néonazi Pravyi Sektor ont, au plus fort des événements, réussi à déborder leurs rivaux de Svoboda, un parti ultranationaliste ayant quelques députés. La droite parlementaire et ses mentors occidentaux ayant associé Svoboda aux pourparlers avec Ianoukovitch au pouvoir vacillant, et Svoboda ayant fait la preuve de « responsabilité », Pravyi Sektor en profita pour dénoncer l'attitude « molle » de Svoboda, ce qui lui permit de gagner un surcroît d'influence, au moins auprès des participants aux manifestations du Maïdan.

La présence de barricades et d'affrontements avec la police ne permet nullement de préjuger de la nature sociale d'un mouvement. Car la contestation active du pouvoir par des masses plus ou moins nombreuses ne débouche pas forcément sur la conscience. En tout cas, pas sur une conscience de classe qui se situe sur le terrain des intérêts et dans le camp des exploités et des opprimés.

Ceux qui avaient le plus à souffrir du régime en place, parce qu'ils appartiennent aux classes laborieuses, avaient des exigences à faire valoir sur un terrain social et politique. Mais ces exigences objectives, il n'y avait personne pour aider les masses à les formuler, à les défendre dans le cours des événements, face aux autres forces sociales et politiques.

Les syndicats ? Là où ils existent, ils sont et restent inféodés au pouvoir. Des partis qui se revendiquent de la classe ouvrière, même vaguement ? Il n'y en a aucun. Et le PCU, le parti prétendu communiste, héritier du parti unique de l'URSS de Staline à Gorbatchev, ne fait pas exception. Il a soutenu Ianoukovitch. Quant à ses dirigeants

et élus, qui ne se cachent même pas d'être dans les affaires, ils participent comme leurs pareils du système politico-mafieux en place.

L'insurrection du peuple ouvrier de Paris, qui avait renversé la royauté en février 1848, avait d'abord vu se porter à sa tête un antisocialiste viscéral, le poète Lamartine. Le « Lamartine » ukrainien, faute d'avoir les traits de la blonde Timochenko, plus dévalorisée en Ukraine que dans les colonnes des journaux occidentaux, a pris un visage bandériste : celui des nationalistes antisémites, antirusse autant qu'antiouvriers, nostalgiques de Stepan Bandera qui voulait fonder un État ukrainien sous l'égide de la Grande Allemagne d'Hitler, qui célèbrent chaque année la création de la division SS ukrainienne durant la Seconde Guerre mondiale. Et ce n'est pas le fait de consacrer, tel le quotidien *Libération* du 18 mars, deux pleines pages au « *Fascisme ukrainien, épouvantail du Maïdan* » pour minimiser, sinon nier cette réalité, qui y change quoi que ce soit. Et, que Pravyi Sektor ait, aussitôt Ianoukovitch parti, fait connaître sa volonté de mettre sous tutelle les syndicats ukrainiens, n'est certainement pas pour épouvanter les dirigeants occidentaux : ces syndicats étaient déjà placés sous l'aile du pouvoir précédent, mais deux précautions valent mieux qu'une quand le nouveau pouvoir annonce un plan massif d'attaques contre le niveau de vie des classes laborieuses.

UNE « EUROPE » DIVISÉE FACE AUX ÉTATS-UNIS

Les pays impérialistes, États-Unis en tête, avaient, avant même la chute du précédent régime, résolu d'associer Svoboda au futur gouvernement, qu'ils soutenaient par avance de bien des façons. Car les puissances impérialistes sont impliquées depuis longtemps dans cette zone de l'Europe qui, il y a un quart de siècle encore, constituait l'URSS.

Dès que l'URSS a commencé à se défaire, les États-Unis se sont efforcés d'attirer dans leur orbite les pays de l'ancien « bloc de l'Est » : les ex-Démocraties populaires, puis les ex-républiques soviétiques. Pour sa part, l'Union européenne a assez vite réussi à intégrer les petits pays Baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie), la Pologne, la Hongrie, l'ex-Tchécoslovaquie, plus tardivement la Roumanie et la Bulgarie. Mais la mal-nommée Union européenne, qui regroupe 28 pays à ce jour, est avant tout la somme de 28 politiques différentes, parfois divergentes, voire antagonistes. La crise autour de la Crimée l'a illustré jusqu'à la caricature. Tandis que la Pologne, dont une grande partie se trouvait sous la dépendance de l'empire tsariste avant 1918 et qui

s'est constituée comme État moderne en opposition permanente avec la Russie, soviétique ou pas, pressait Bruxelles de prendre des mesures autres que symboliques à l'encontre du Kremlin, France, Allemagne et Grande-Bretagne n'ont cessé de traîner les pieds. Et leurs gouvernements avaient chacun ses propres raisons pour cela. À ceux qui reprochaient à Paris de s'apprêter à livrer à la Russie deux navires de guerre de haute technologie, selon les critères de l'OTAN, alors qu'OTAN et puissances occidentales versaient des larmes de crocodile sur quelques vieux navires ukrainiens capturés par la marine russe en Crimée, Hollande et Fabius rétorquèrent qu'ils pouvaient envisager de bloquer cette commande. Mais à condition que Londres gèle les avoirs des oligarques russes que gère la City – on estime que, en l'espace de trois décennies, celle-ci a vu arriver près de 800 milliards de dollars en provenance de la seule Russie ! À condition aussi que Berlin dénonce ses contrats de fourniture de gaz avec la Russie (dont l'Allemagne dépend pour la moitié de son approvisionnement énergétique...).

Quand les grands groupes industriels, commerciaux, bancaires, agroalimentaires et une myriade de plus petites entreprises des pays d'Europe de l'Ouest font de fructueuses affaires avec la Russie, lequel d'entre eux aurait eu envie de voir « punir Poutine », ce qui aurait porté atteinte à leurs propres affaires ? En pareilles circonstances, les États-Unis peuvent d'autant plus s'affirmer comme le véritable chef d'orchestre de cette mini-guerre froide qu'elle se double, à l'intérieur du camp occidental, d'un affrontement sourd entre grandes puissances alliées autant que rivales. En outre, à peine les nouvelles autorités de Kiev avaient-elles signé le volet politique du traité d'association avec l'Union européenne que Hollande s'est précipité pour redire qu'il n'était pas question d'intégrer l'Ukraine à « l'Europe », rappelant ainsi que l'Union européenne n'a rien à offrir au reste du continent. Alors il ne faut guère s'étonner que des pays limitrophes de la Russie, pourtant membres de cette Union européenne, préfèrent tourner les yeux vers les États-Unis qui, même géographiquement plus éloignés, leur apparaissent comme des protecteurs plus crédibles et plus fiables.

Obama ne s'est pas fait faute d'enfoncer le clou, fin mars, lors de sa tournée promotionnelle en Europe. Il a souligné que, si certains États pouvaient se sentir menacés par les événements de Crimée, l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (l'OTAN), cette colossale alliance militaire, formée autour des États-Unis et dirigée hier contre l'URSS, aujourd'hui contre la Russie, était toujours là. Et même, qu'elle allait répondre à la tension actuelle – comme si elle avait besoin de

prétexte – par un renforcement de ses positions en Europe de l'Est, et qu'elle s'adossait à la seule puissance impérialiste d'envergure mondiale : les États-Unis d'Amérique.

LA PROPAGANDE ET CE À QUOI ELLE SERT

Depuis une vingtaine d'années, et surtout depuis la « révolution orange », voici dix ans, l'État ukrainien paraissait tenir une position médiane entre l'Occident impérialiste et la Russie, reflet de leur lutte d'influence dans la zone large qui avait été celle de l'Union soviétique. Les événements de ces derniers mois ont contribué à rompre cet équilibre que tenaient les dirigeants ukrainiens en une sorte de jeu de bascule permanent, ou plutôt à provoquer un brusque basculement de l'Ukraine vers le camp occidental.

Alors bien sûr, une fois que les États impérialistes y eurent plus que contribué ; que leurs poulains politiques eurent remplacé lanoukovitch ; que l'appareil étatique ukrainien en fut ébranlé ; que les habitants des régions de l'est et du sud de l'Ukraine purent se sentir menacés par un nouveau pouvoir qui faisait la part belle aux nationalistes antirusse et qui, à peine installé, décidait d'abroger le statut des langues régionales, une mesure dirigée contre des millions de locuteurs russes en Ukraine – Poutine en a profité. Et il a agi d'une façon qui, si elle a motivé les hauts cris des milieux dirigeants occidentaux, paraît légitime, raisonnable, aux yeux de la population russe comme de celle de la Crimée en finalisant le rattachement à la Russie de cette péninsule, peuplée de plus de deux millions d'habitants, russes pour la plupart.

À en croire les Obama, Hollande, Merkel, Cameron et autres, il serait « *illégal* », « *contraire au droit* » d'avoir organisé un référendum en Crimée. Mais les mêmes autorités britanniques qui vilipendent ce référendum « *sécessionniste* » ne s'apprêtent-elles pas à accepter, chez elles, un autre référendum, cette fois pour ou contre l'indépendance de l'Écosse ? Et puis, en cette année du centenaire du déclenchement du premier conflit mondial, quand et où les grands États dits démocratiques ont-ils demandé leur avis aux peuples, en 1918, lorsqu'ils ont découpé dans leur chair en dépeçant les empires centraux pour créer une ribambelle de nouveaux États ? Des États souvent trop faibles économiquement pour avoir une existence indépendante des grandes puissances et, à peine nés, en rivalité guerrière avec leurs voisins auxquels les Grands d'alors avaient attribué telle ou telle fraction de leur peuple, désormais écartelé entre plusieurs États ? Et que dire de l'Alsace et de la Lorraine, occupées par l'armée française dès novembre 1918, que l'État français reprit, sans autre forme de procès, à l'Allemagne

qui avait agi de même un demi-siècle auparavant !

Hypocrisie que tout cela, en particulier ce « droit international » derrière lequel, du Kosovo à la Palestine, les grandes puissances se cachent, elles et leurs intérêts. Dans le cas de la Crimée, elles l'ont fait sur un fond de guerre froide de plus en plus affirmé. Tous les jours, on « apprenait » que la Russie massait des forces considérables aux frontières de l'Ukraine, qu'elles avaient déjà commencé à s'emparer de villages, de « source sûre » on nous persuadait qu'elles allaient fondre sur la Transnistrie, une république indépendante russophone qui s'est constituée dans une bande de territoire moldave le long de la frontière occidentale de l'Ukraine. Et peu importait que, pour cela, il eût fallu que les troupes russes traversent au pas de charge toute l'Ukraine sur près de 1 500 kilomètres ! Mais qui serait allé consulter une carte ? L'important, c'était de maintenir la pression sur l'opinion publique.

Certes, on n'en est pas à un conflit ouvert, ni même en juillet 1914 quand, de Berlin à Paris, Londres, Vienne et Saint-Petersbourg, la propagande des gouvernants avait systématiquement suscité un climat d'union sacrée afin d'anesthésier les classes laborieuses, avant de les envoyer tuer et se faire tuer pour la défense des intérêts de « leurs » possédants. Mais constatons avec quelle rapidité, quels mensonges et quel cynisme, dirigeants et médias ont fait monter la pression, ressuscité sinon un « ennemi héréditaire », du moins l'image du « méchant », russe en l'occurrence, et créé un climat de préparation à un conflit à propos de la Crimée. Ces dernières semaines, on a eu un aperçu de la façon dont, un siècle après la Première Guerre mondiale que nous venons d'évoquer, les gouvernants européens, qui n'ont jamais perdu la main en ce domaine, savent remettre en route la machine à décerveler l'opinion avec, pour les épauler, des médias au garde-à-vous.

DIVISER POUR RÉGNER

Dans tout cela, on peut se demander où sont les intérêts de la classe ouvrière en Ukraine. Lorsque les événements ébranlèrent le régime de lanoukovitch, on pouvait se poser cette question : le bouleversement de la situation et la large mise en cause du pouvoir ne vont-elles pas permettre à la classe ouvrière d'apparaître, de se manifester en tant que telle ?

Cela ne s'est pas produit et le cours des événements ne pousse pas en ce sens. Les différences nationales, linguistiques, culturelles, qui sont un fait, ont été exacerbées par les camps en présence. Ils les ont transformées en oppositions afin de diviser pour régner, sinon sur toute l'Ukraine, en tout cas sur la partie du territoire

qu'ils arriveraient à contrôler. Le premier réflexe des nationalistes ukrainiens a été de désigner les russophones comme véhiculant une langue « étrangère » aux visées impériales. Dans le camp opposé, celui des nationalistes grand-russes, on ne s'est pas privé d'assimiler tout ce qui émanait du nouveau pouvoir ukrainien comme s'apparentant aux nazis. Il n'était que de voir les immenses affiches apposées en Crimée durant la campagne du référendum : côte à côte, deux cartes de la péninsule, l'une couverte d'une croix gammée, l'autre du drapeau russe ; entre elles, un seul mot signifiant : c'est l'un ou l'autre.

Même si cette propagande grossière ne pouvait pas abuser grand monde, elle enfonçait le clou du nationalisme. Et puis, dans cette Crimée très industrialisée, il y avait le poids des arguments de « bon sens » : pourquoi rester dans le cadre d'un État ukrainien qui va à vau-l'eau, où les salaires sont misérables, quand ils sont versés, alors qu'en Russie ils sont en moyenne, pour un même emploi, deux à trois fois plus élevés ? Le poids aussi des illusions, qui ont poussé les travailleurs de Crimée à se tourner vers Poutine. Après tout, même s'il n'est pas un exemple de démocratie, bien sûr, on vit quand même mieux en Russie que dans l'Ukraine de Ianoukovitch ou même de l'actuel gouvernement... Encore que, si le Kremlin transforme la Crimée en zone économique spéciale, comme il en a annoncé l'intention, il est fort probable – et on connaît la chanson... – que, au nom du redressement économique nécessaire, de l'attractivité de la région à faire valoir aux investisseurs étrangers, les salaires en Crimée ne sont pas près de se voir même alignés sur ceux de la Russie. Ou alors sur ceux de la plus grande ville russe des environs, Rostov, où on a fermé les principaux combinats industriels, où le chômage est omniprésent et les salaires en conséquence.

Mais la Russie peut aussi faire valoir d'autres arguments que la baisse du prix des approvisionnements en gaz auprès des habitants de Crimée, voire d'Ukraine orientale. Qu'on le veuille ou non, pour des pans entiers de la population elle apparaît liée à tout un passé commun, celui de l'Union soviétique, d'un pays qui fonctionnait sur d'autres bases économiques et sociales. Et puis c'était une entité sans frontières, une différence ressentie d'autant plus que, depuis deux décennies et quelques, l'ex-URSS et ses populations se retrouvent divisées par des frontières étatiques plus ou moins artificielles.

Aujourd'hui, en Ukraine, toutes les questions semblent se poser dans un cadre national imposé : russe à l'est et au sud, ukrainien à l'ouest et dans le centre, ukrainien à Kiev même si les habitants de la capitale sont surtout russophones.

Cela charrie tout un ensemble d'oppositions factives, de fossés que l'on creuse entre la majorité et les minorités (et n'oublions pas qu'à côté des Russes et des russophones, en Ukraine on en trouve de langue hongroise, bulgare, roumaine, tatare, polonaise...), tandis que des démagogues de tout poil attisent les haines recuites du passé, en font surgir de nouvelles, réécrivent l'histoire au gré des besoins, cherchent à imposer une seule langue officielle...

Évidemment, on peut espérer que malgré un tel climat le pire n'advienne pas, que n'éclate pas un conflit inter-ethnique comme celui qui a mis à feu et à sang la Yougoslavie dans les années 1990, d'autant qu'en Ukraine pareil affrontement se situerait d'emblée à une tout autre échelle. Mais on ne peut exclure une telle perspective. Ne serait-ce qu'à cause de l'existence de courants nationalistes d'extrême droite de tout bord, dont l'agitation, les provocations incessantes pourraient d'autant plus pousser en ce sens que face à eux, et contre eux, il n'y aurait pas d'autres forces pour proposer une autre politique, non pas nationaliste mais de classe, à la population.

Pour l'heure, ce sont des groupes nationalistes, voire fascistes, qui donnent le ton, qui cherchent à dresser les populations, les travailleurs les uns contre les autres. Tout cela sur un fond de délitement de l'État et, en bien des endroits, de quasi-disparition des autorités et institutions qui incarnent le pouvoir central. Le mieux que l'on puisse espérer pour l'avenir immédiat, ce serait que la classe ouvrière profite de cet ébranlement des instances du pouvoir pour poser ses propres revendications, ne serait-ce qu'en refusant d'accepter les conditions d'existence et de travail que les dirigeants du pays, de quelque bord qu'ils soient, veulent lui imposer. Car ce qui est d'une actualité immédiate en Ukraine, ce sont les attaques qui vont pleuvoir, et de tous côtés, sur les travailleurs, qu'ils soient en activité, sans emploi ou en retraite.

Le gouvernement intérimaire n'en fait pas mystère : son chef, Iatseniouk, a même prévenu qu'accepter de devenir ministre équivaut à un suicide politique tant la politique que mènera le gouvernement sera vomie par la population. Le 28 mars, le même déclara à la Rada que le pays se trouvait au bord de la faillite, avec une inflation qui atteint déjà 14 %, un déficit fiscal de 28 milliards de dollars que ne pourront pas combler les quelques milliards « d'aide » promis par l'Union européenne et le FMI, la menace d'une nouvelle chute du PIB, comparable à celle, de 15 %, qu'avaient provoquée en Ukraine les répercussions de la crise mondiale de 2008. Tout cela pour conclure que, pour sauver le pays d'un effondrement annoncé,

le gouvernement se devait d'adopter un « paquet de stabilisation ». Autrement dit une avalanche de coupes claires dans les dépenses publiques, de suppressions de budgets sociaux, de réductions des subventions en tout genre, de renchérissement drastique des tarifs publics (notamment sur l'énergie), de fermetures d'entreprises dites non rentables, le gel des salaires et pensions des fonctionnaires, plus tout un tas d'autres mesures non précisées, mais qui vont toutes dans le même sens : celui d'un appauvrissement brutal des classes populaires.

C'est cela, la « feuille de route » que ses parrains occidentaux ont fixée au nouveau pouvoir kiévien. Et avec encore moins d'égards – si la chose était possible – qu'avec la Grèce ou le Portugal où les dirigeants du monde impérialiste et la finance mondiale ont imposé des plans d'attaques dramatiques contre le niveau de vie des travailleurs.

On ne peut exclure que la mise en œuvre d'une telle politique, de telles attaques, fasse réagir la classe ouvrière ukrainienne, qu'elle se manifeste en tant que telle, quelles que soient les particularités culturelles ou linguistiques de ses diverses composantes. Sinon, l'alternative, ce sera une évolution à la yougoslave, avec une consolidation du pouvoir des oligarques en même temps qu'une aggravation à la grecque de la situation de la classe ouvrière. Et les grandes puissances ne lui feront pas de cadeaux, pas plus celles de l'Union européenne que les États-Unis. Car elles n'ont rien à offrir à l'Ukraine, et en particulier à ses travailleurs ; au contraire, c'est sur leur dos et sur leurs os que le monde impérialiste, ses banquiers, ses industriels, entendent prélever tout l'argent dont ils ont besoin, eux, pour non seulement ne pas faire les frais de la crise actuelle, mais en tirer profit.

2 avril 2014

Algérie

À la veille de l'élection présidentielle

L'élection présidentielle du 17 avril en Algérie ne comporte pas d'enjeu politique réel, à la différence des échéances électorales qu'ont connues récemment la Tunisie et l'Égypte. La vague de révoltes et de contestations qui a emporté les régimes de dictature de Ben Ali en Tunisie et de Moubarak en Égypte a touché à des degrés divers de nombreux pays arabes, tandis que le régime algérien, lui, n'a pas vacillé. L'Algérie est restée globalement en dehors de ce qu'on a appelé le « printemps arabe ». Malgré la contestation sociale, le régime algérien semble ainsi un modèle de stabilité politique.

En 2011, le régime algérien présentait des traits différents des régimes tunisien ou égyptien. Ces derniers prenaient la forme de la dictature personnelle de Ben Ali ou de Moubarak. Ils avaient fait main basse sur une partie de la richesse de leur pays et étaient honnis de leur population. Les deux dictateurs cristallisaient sur leur personne la colère des classes populaires, mais aussi d'une fraction des classes aisées qui supportait mal l'absence de libertés. D'après ce que nous en savons, c'était loin d'être le sentiment de la population algérienne vis-à-vis de Bouteflika. À sa réélection en 2009, Bouteflika jouissait d'une popularité certaine. Il avait bénéficié de l'embellie financière. Élu depuis 1999, après dix ans d'une crise politique ouverte par la révolte populaire de 1988, il apparaissait comme l'homme qui avait ramené la paix et mis un terme à une guerre civile traumatisante qui avait fait plus de 100 000 morts. Les classes populaires algériennes avaient vu défiler cinq chefs d'État depuis 1992, elles savaient qu'il ne suffisait pas que Bouteflika « dégage » pour que le système change. Outre l'image paternaliste et populaire dont bénéficiait Bouteflika, la stabilité actuelle du régime prend donc racine dans le passé récent de l'Algérie.

DE LA RÉVOLTE POPULAIRE D'OCTOBRE 1988 AU « PROCESSUS » DE DÉMOCRATISATION

D'une certaine manière, on peut comparer le « printemps arabe » qu'ont connu l'Égypte et la Tunisie en 2011 à ce qui eut lieu en Algérie en 1988, quand des grèves et des émeutes secouèrent le pays. Le FLN, qui avait engagé la lutte contre le colonialisme français et porté les

espoirs de tout un peuple, était devenu l'objet de la haine populaire. Face à la révolte, le président de la République Chadli Bendjedid, qui exerçait le pouvoir avec le soutien du FLN et de l'armée, fit alors le choix d'entamer un processus dit de démocratisation.

À l'origine des événements de 1988, il y avait la baisse du niveau de vie des classes populaires, à la suite de l'effondrement du prix du pétrole sur le marché mondial en 1985-1986. Cette baisse prit à la gorge l'Algérie, dont la production pétrolière représentait 98 % des exportations.

Dans les années 1970, l'État algérien avait contracté des prêts auprès des banques internationales pour financer l'industrialisation du pays. D'énormes complexes industriels, sidérurgiques, pétrochimiques, surgirent de terre, avec des entreprises de 10 à 20 000 salariés. Cela eut pour conséquence de faire surgir une classe ouvrière jeune, concentrée. Les dirigeants algériens avaient entrepris cette industrialisation au nom du progrès et du socialisme dont ils se réclamaient. Ils avaient le soutien du syndicat UGTA (Union générale des travailleurs algériens) qui était inféodé au FLN. Encadrés par l'UGTA, les travailleurs avaient consenti à des efforts importants. Après l'oppression coloniale, ils aspiraient à sortir leur pays de l'état de sous-développement dans lequel l'avait laissé la France. Ils considéraient ces entreprises nationales comme les leurs et beaucoup en étaient fiers.

Quand les ressources du pays s'effondrèrent, les puissances impérialistes n'en exigèrent pas moins le remboursement de la dette, dont les intérêts absorbaient en 1988 les trois quarts des exportations. Pour rembourser ses créances, l'État algérien au bord de la faillite imposa des sacrifices à la population. Il réduisit de façon drastique les importations alimentaires, de médicaments ou de pièces détachées pour l'industrie. La pénurie de produits de première nécessité se généralisa. Les prix flambèrent, alors même que les salaires étaient gelés. L'État réduisit les moyens attribués aux services publics, et supprima les aides aux classes pauvres. Le chômage s'aggravait. Mais les classes populaires n'acceptaient plus les sacrifices qu'on leur imposait. Alors qu'elles avaient le plus grand mal à se nourrir, à se loger, des

riches hommes d'affaires s'enrichissaient sans complexe.

En 1988, ce fut l'explosion. Tout partit d'une grève à la SNVI, usine de camions située dans la zone industrielle de Rouïba près d'Alger. Commencée pendant l'été, cette grève fut totale, entraînant en septembre les 9 000 ouvriers de l'usine. Elle s'étendit aux autres entreprises de cette immense zone industrielle. Les grévistes furent bientôt rejoints par les postiers d'Alger. La police intervint contre les grévistes de Rouïba. Les lycéens de la ville voisine d'El Harrach, où vivaient de nombreux travailleurs, appelèrent à la grève et protestèrent contre cette répression. Le 5 octobre, au centre d'Alger, la jeunesse lycéenne fut rejointe par les chômeurs et tous ceux que le régime excédait. Ce fut le début d'une révolte qui se généralisa aux grandes villes du pays et qui dura près d'une semaine. Les symboles du pouvoir furent pris d'assaut : commissariats, sièges du FLN. Mais la colère visait aussi les privilégiés du régime vivant dans le luxe et les affairistes enrichis par la spéculation. L'état de siège fut déclaré et l'armée déploya ses blindés. La répression fit au moins 500 morts, sans compter les disparus et les blessés. Dans les jours qui suivirent, le pouvoir procéda à des arrestations massives tandis que la police recourait à la torture.

Après 26 ans de pouvoir sans partage, les dirigeants du FLN apparaissaient complètement discrédités. Pour la nouvelle génération de travailleurs qui n'avait pas connu la période de la guerre d'indépendance, les cadres du FLN formaient une caste de privilégiés qu'ils vomissaient. Confrontée aux licenciements, aux bas salaires et à une inflation galopante, la classe ouvrière allait occuper la scène sociale jusqu'au printemps 1989. Dans de nombreuses entreprises, les travailleurs faisaient reculer leur patron ou leur directeur. La contestation ouvrière ne prit pas un caractère général, mais elle fut suffisamment menaçante pour que le président Chadli Bendjedid fit le choix de lâcher du lest. Il annonça une nouvelle Constitution reconnaissant la séparation de l'armée et du FLN, la liberté d'expression, le multipartisme, ainsi que le droit de grève dans le secteur public.

Il s'agissait d'un recul du pouvoir sans précédent, inimaginable sans la mobilisation populaire. La nouvelle Constitution fut massivement approuvée par référendum en février 1989. C'en était fini du régime du parti unique en vigueur depuis 1962. Un vent de liberté soufflait sur le pays. Les journaux se multiplièrent et des partis politiques interdits apparurent au grand jour : le Front des forces socialistes (FFS) d'Aït Ahmed, le Mouvement pour la Démocratie en Algérie (MDA) de Ben Bella, le Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS,

héritier du Parti communiste algérien). Mais aussi de nouvelles organisations comme le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Saïdi ; le Parti des travailleurs (PT) de Louisa Hanoun et le Parti socialiste des travailleurs (PST), qui se revendiquaient du trotskysme ; et un parti en plein essor, le Front Islamique du Salut (FIS) dirigé par Abassi Madani et Ali Belhadj. Au total, plus de 50 partis virent le jour.

Aucun de ceux qui se réclamaient de la classe ouvrière, que ce soit le PST, le PT ou même le PAGS, qui avait une certaine implantation dans les grandes entreprises, n'avait les cadres, l'influence et le crédit nécessaires pour représenter les aspirations sociales surgies dans le mouvement de 1988. Ils avaient subi une longue période de répression, et il n'existait pas de tradition politique dans la classe ouvrière. Tout comme aujourd'hui en Égypte et en Tunisie, tout était à faire et les islamistes avaient une longueur d'avance.

LES ISLAMISTES TIRENT PROFIT DE LA CRISE

Depuis le début des années 1980, les islamistes avaient utilisé le réseau des mosquées pour étendre leur influence. Les prêches organisés à travers le pays leur permettaient de tenir de véritables meetings politiques. C'était de fait, la seule force politique organisée, pas légale, mais que le régime avait tolérée, et utilisée contre les partis de gauche, notamment le PAGS.

Face à un État défaillant, les mosquées organisaient de plus en plus la vie sociale, prenant le relais des pouvoirs publics, au travers d'associations caritatives, de l'aide aux devoirs, en passant par le secours aux victimes des tremblements de terre. Les islamistes pesaient dans la vie sociale et politique. L'adoption en 1984 du Code de la famille, qui faisait de la femme une mineure à vie, en était le symbole. Les intégristes se faisaient aussi les champions de la lutte contre l'alcool, contre la « dissolution des mœurs », contre l'influence de la culture occidentale et l'athéisme. Ils fustigeaient le communisme, assimilé à l'économie étatisée mise en place par le régime.

Le FIS disposait du soutien de toute une partie de la bourgeoisie, qui aspirait à plus de libéralisme, et de la petite bourgeoisie paupérisée. Pour ces catégories, le FIS paraissait capable aussi de faire régner l'ordre dans les quartiers. Ses troupes, le FIS les recruta parmi les jeunes, diplômés ou non, amers contre le régime qui ne leur assurait aucun avenir. Face à des partis qui n'avaient que le mot démocratie à la bouche mais se souciaient peu des difficultés des plus pauvres, le FIS apparut comme un parti intègre, radical, prêt à en découdre avec un pouvoir qui venait de

réprimer sa jeunesse. Il devint un parti de masse, candidat au pouvoir.

Il remporta son premier grand succès électoral lors des élections municipales de juin 1990. Dans certaines villes, il recueillit 40 à 70 % des suffrages. Il gagna 850 municipalités dont Alger, Oran, Constantine et la quasi-totalité des grandes villes. Cependant, l'influence du FIS était moindre dans la classe ouvrière des grandes entreprises. Dans ces années 1990-1991, il échoua dans sa tentative d'y implanter le SIT (Syndicat islamiste du travail). Le SIT s'opposait aux grèves, à la lutte de classe, et prônait la collaboration avec les patrons. Les travailleurs en firent l'expérience lorsque les nouveaux élus du FIS brisèrent la grève des éboueurs à Alger.

En mai 1991, l'agitation politique entretenue par le FIS conduisit le pouvoir à annuler les élections législatives prévues pour le 27 juin. Finalement fixées au 26 décembre 1991, elles furent pour le FIS un succès. Dès le premier tour, il était certain de disposer de la majorité absolue au second tour. Mais il n'y eut jamais de second tour ! L'armée obligea Chadli Bendjedid à démissionner et reprit le pouvoir en main. Le FIS fut interdit et ses dirigeants arrêtés.

L'ARMÉE REPREND LA MAIN

Le « processus de démocratisation » commencé trois ans plus tôt virait au cauchemar pour les classes populaires. Le FIS prolongea le combat sur le terrain militaire et créa l'Armée islamique du salut. L'affrontement avec l'armée tourna à la guerre civile. La population fut prise en étau : subissant la pression réactionnaire des intégristes d'un côté, celle de l'armée de l'autre. Les méthodes terroristes, les intimidations, le racket, les viols, sans compter les massacres de civils, firent perdre aux islamistes une partie du crédit qu'ils avaient su gagner. Mais sur le plan des exactions, l'armée n'était pas en reste.

En réalité, ce climat facilitait la guerre sociale sans merci que le pouvoir menait contre la classe ouvrière. Pour rembourser la dette, l'État imposa une baisse des salaires et procéda à des centaines de milliers de licenciements dans les grandes entreprises publiques. Ces dernières furent privatisées partiellement, ainsi qu'une partie des terres des grands domaines nationaux, répondant aux exigences de la bourgeoisie algérienne.

En octobre 1998, l'état-major conclut un accord avec l'Armée islamique du salut.

Après dix ans de crise politique du régime, les généraux, contestés non seulement par les islamistes, mais aussi par toute une partie de la population, firent le choix de passer au second

plan de la scène politique. L'armée allait trouver préférable de s'abriter derrière un paravent, et le paravent trouvé fut Bouteflika. Cet homme choisi par le régime devint le point d'équilibre de toutes les forces opposées. Fort de cette position d'arbitre, Bouteflika sous le mot d'ordre de paix et de réconciliation nationale, tendit la main aux islamistes. Des mesures d'amnistie permirent aux repentis de reprendre une place dans la vie sociale. La population était lasse, cela faisait près de huit ans qu'elle subissait la terreur de la guerre civile, aussi la « charte pour la paix et la réconciliation nationale » fut-elle approuvée massivement lors du référendum de 1999. Cela sanctionnait la défaite politique du FIS dans la guerre civile mais aussi une forme de compromis politique entre le régime militaire et les islamistes, dont l'influence dans la population était durablement renforcée.

L'ÈRE BOUTEFLIKA, RÉVOLTE CONTENUE ET ISLAMISME DOMESTIQUÉ

Cela ne signifiait pas que les classes populaires se rangeaient passivement derrière le pouvoir, ni qu'elles comptaient sur lui pour améliorer leur sort. À partir du printemps 2001, la Kabylie fut le théâtre d'une contestation. Bien que la mobilisation fût circonscrite à la Kabylie, ses motifs n'étaient pas pour l'essentiel régionalistes. La jeunesse réclamait la fin du mépris, du chômage et de la misère. Des grèves éclatèrent dans nombre d'entreprises, pour des motifs variés, salaires non payés, refus des licenciements, ou par solidarité pour appuyer les grèves en cours. En juin 2001, des centaines de milliers de personnes manifestèrent à Alger. La répression fut sévère, faisant 6 morts et 500 blessés. La mobilisation qui persistait connut bien des rebondissements, avec des grèves et une répression qui au total aurait fait plus de 100 morts. Pour calmer le jeu, le pouvoir recula sur des symboles : la langue tamazight (berbère) reçut le statut de langue nationale, et les brigades de gendarmerie qui avaient participé à la répression furent déplacées.

En 2003, le régime était fort d'une croissance économique retrouvée et notamment d'une rente pétrolière importante. Il avait réussi à éviter une contestation sociale générale et explosive, et réussi par la même occasion à « domestiquer » le courant islamiste. La petite bourgeoisie commerçante et terrienne, clientèle du courant islamiste, était satisfaite du climat économique propice aux affaires et se rallia au régime.

Si le FIS était interdit, d'autres partis islamistes, comme le Hamas ou le Mouvement de la société pour la paix (MSP), avaient pignon sur rue. Bouteflika les associa au pouvoir, en leur laissant un rôle d'encadrement moral de la population, sachant

bien que ce pouvait être facteur de stabilité sociale. Leur influence politique resta cependant limitée. En 2011, espérant profiter des succès des Frères musulmans en Égypte et en Tunisie, les islamistes démissionnèrent du gouvernement. Aux élections législatives du 10 mai 2012, le FLN et le Rassemblement national démocratique (RND), un parti qui avait les faveurs du régime, arrivaient en tête, mais les partis islamistes, bien qu'unis au sein de l'Alliance verte, reculaient. C'était un succès pour Bouteflika.

En Algérie, l'évolution vers le multipartisme, amorcée après la révolte d'octobre 1988, fut interrompue par la décennie de guerre civile. Elle a mis des années à déboucher sur une certaine stabilité. Mais celle-ci a finalement permis au régime algérien de ne pas être atteint par la vague de révoltes populaires qui a touché les pays voisins.

LA RENTE PÉTROLIÈRE POUR APAISER LA CONTESTATION SOCIALE

Un autre facteur important contribua à la stabilité du régime. Contrairement à ses voisins égyptien et tunisien, l'Algérie a été relativement épargnée par les retombées de la crise économique mondiale de 2008. En 1999, à l'arrivée de Bouteflika au pouvoir, le pays était lourdement endetté auprès du FMI. En 2005, sa dette publique était résorbée. Cette embellie financière reposait en grande partie sur l'exploitation des ressources en hydrocarbures et surtout en gaz. Le baril de pétrole qui valait autour de 25 dollars en 2000 atteignait 147 dollars en 2008. Le prix du gaz étant indexé sur celui du pétrole, les ressources liées aux hydrocarbures s'étaient considérablement accrues. La rente pétrolière, correspondant à 35 à 40 % du revenu national, a permis à l'État algérien de se constituer une réserve de change qui atteignait en 2011 environ 180 milliards de dollars.

En 2012, le FMI a classé l'Algérie parmi les pays les moins endettés des vingt États de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), et au deuxième rang des plus gros pays détenteurs de réserves officielles de change, après l'Arabie saoudite.

Si le « printemps arabe » n'a pas débouché sur une contestation politique du régime, il a cependant exacerbé la contestation sociale durant toute l'année 2011. Conscients que le régime disposait d'une manne pétrolière considérable, toutes les catégories de travailleurs, les retraités et les chômeurs manifestèrent à un moment ou un autre pour améliorer leurs conditions de vie. Émeutes, grèves, manifestations et sit-in se succédaient pour défendre l'emploi, les salaires, le logement, l'accès à l'eau ou à l'électricité. La jeunesse était au cœur des mobilisations, dans un pays où 70 %

des 38 millions d'habitants ont moins de 30 ans. La contestation toucha toutes les régions, gagna même les populations des villes pétrolières du sud. Encore plus touchée par le chômage, la jeunesse du sud avait le sentiment d'être abandonnée par l'État, alors même que la richesse des champs pétrolifères était sous ses pieds.

Un peu inquiet du vent de révolte qui soufflait dans les pays voisins et craignant la contagion, le régime algérien disposait d'une marge de manœuvre financière appréciable. Il réagit en distribuant une rente pétrolière de manière plus ample sous la forme d'augmentations des salaires et des retraites, de distributions de logements, de prêts et de crédits. Pour soutenir le pouvoir d'achat, l'État continua à subventionner les produits de première nécessité, comme le lait, le sucre, l'huile ou les céréales.

Dans le secteur public, des augmentations de salaires conséquentes furent concédées, de l'ordre de 10 à 50 %, rétroactives sur trois années. Même les retraités virent leurs pensions revalorisées de 15 à 30 %, avec un montant plancher de 15 000 dinars (150 euros) par mois, soit l'équivalent du salaire minimum.

Le gouvernement facilita l'accès au crédit bancaire pour les jeunes par la création d'un organisme créé à cet effet, l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ). De nombreux jeunes purent ainsi s'acheter une voiture pour faire le taxi, ou un véhicule utilitaire pour se faire transporteurs-livreurs. D'autres se lancèrent dans le commerce.

Des dizaines de milliers de jeunes diplômés purent trouver un travail dans le cadre du « pré-emploi ». Ce dispositif toujours en vigueur permettait aux entreprises de les embaucher pour une durée de cinq ans, en échange de mesures fiscales très avantageuses pour leur patron. Disposant de ressources financières comme jamais auparavant, l'État continua sa politique de grands travaux. Les chantiers fleurirent un peu partout avec les emplois qui leur sont liés : chantiers de construction du tramway et du métro à Alger, chantier pour la construction d'une autoroute reliant l'Est à l'Ouest, construction de stations d'épuration, d'usines de dessalement d'eau de mer, de la plus grande mosquée d'Afrique... et surtout construction de logements.

Car c'est sans doute l'accès au logement qui a fait l'objet de plus de protestations. Avec l'exode rural et l'explosion démographique, l'urbanisation a été massive et rapide. L'Algérie connaît depuis des décennies une pénurie de logements qui attise la colère, notamment des jeunes en âge de fonder un foyer. Le gouvernement dit avoir fait construire un million de logements entre 2009 et

2014. Ainsi, dans la wilaya (collectivité territoriale) d'Alger, 62 000 familles, soit 300 000 personnes, auraient été relogées. Mais, les opérations de relogement sont souvent source de contestation. En effet, la population n'accepte pas d'être logée dans des localités où certes les logements sont flambant neufs, mais où il n'y a ni collège, ni hôpital, ni ligne de transport. Le plus souvent, c'est la publication des listes des bénéficiaires qui provoque la colère. Soupçonnant le favoritisme et la corruption, ceux qui restent sur le carreau se font entendre.

Durant toute cette période, le pouvoir n'a jamais tenté de réprimer, craignant qu'un incident local provoque un embrasement général. Ainsi grâce à l'aisance financière, le pouvoir algérien a pu jusqu'à présent, acheter la paix sociale.

Bouteflika, malade, au point que certains se demandent s'il est encore capable d'exercer le pouvoir, se présente pour la quatrième fois. Si en France, la presse relaie largement la campagne de ceux qui sont contre un quatrième mandat, en Algérie c'est plutôt avec indifférence que la population assiste à cette agitation surtout médiatique. Lors de tous les scrutins précédents, l'abstention a été énorme, et cette fois encore il est vraisemblable que beaucoup n'iront pas voter. Mais, quoi qu'en disent ses détracteurs, Bouteflika jouit toujours d'une certaine popularité. De plus, il bénéficie d'un consensus parmi les classes dominantes algériennes et les puissances impérialistes, les unes et les autres lui sachant gré de la stabilité propice à leurs affaires. Sans surprise, le Forum des chefs d'entreprise (FCE, l'organisation patronale algérienne) lui a apporté son soutien.

UNE BOURGEOISIE AVIDE

Ils peuvent en effet se frotter les mains, car la manne pétrolière, dans laquelle le pouvoir a puisé pour calmer la contestation sociale, a profité avant tout à la bourgeoisie algérienne et aux multinationales.

Les industriels de l'agro-alimentaire ont aussi profité de la subvention sur les matières premières comme l'huile, le sucre, le lait et les céréales. Le milliardaire algérien Issad Rebrab vient ainsi de faire son entrée au classement *Forbes* des hommes les plus riches d'Afrique. Son groupe Cevital contrôle, entre autres, 70% des parts de marché dans l'huile et le sucre.

Avec la privatisation, des grandes compagnies de pétrole et les multinationales ont fait leur entrée en force sur le marché algérien : le groupe indien Mittal, le géant français du BTP Lafarge, l'entreprise égyptienne de télécommunication Orascom, le groupe Suez et bien d'autres. Tous les constructeurs automobiles profitent largement

de ce marché dopé par les crédits à la consommation accordés par l'État.

Malgré le « patriotisme économique » défendu par le pouvoir algérien et sa volonté affichée de favoriser les entreprises algériennes, l'économie du pays est soumise à l'impérialisme. Quant à la bourgeoisie algérienne, la crainte que les révoltes des pays arabes aient suscitées s'éloignant, elle se sent plus assurée pour imposer ses conditions.

LA CLASSE OUVRIÈRE DOIT DÉFENDRE SES PROPRES INTÉRÊTS

Pour se défendre, les travailleurs ne peuvent pas compter sur le syndicat UGTA. Son actuel secrétaire général, Sidi-Saïd, a toujours accompagné le pouvoir de Bouteflika et il fait jouer à l'appareil syndical le rôle de courroie de transmission du pouvoir.

Dans les grandes entreprises publiques, l'UGTA gère les œuvres sociales. Cela lui confère un rôle important car c'est par ce biais que les travailleurs peuvent obtenir une aide au logement, un prêt pour une voiture. Les responsables locaux jouent surtout un rôle d'encadrement, et s'opposent souvent aux grèves. Lorsque les travailleurs entrent en lutte pour les salaires ou les conditions de travail, il est fréquent qu'ils exigent le renvoi de la section syndicale. Ce fut le cas récemment à l'Etusa, société de transport d'Alger, et à Arcelor Mittal à Annaba (ex-El Hadjar)

Les travailleurs du secteur public n'ont pas accepté les privatisations, parce qu'elles se sont traduites par des licenciements, comme au complexe sidérurgique d'Annaba, racheté pour un prix symbolique par Mittal, où les effectifs sont passés de 20 000 à 5 000 travailleurs. Mais aussi parce qu'elles sont le symbole des efforts consentis après l'indépendance du pays. Ils estiment qu'ils ont leur mot à dire sur le fonctionnement de ces entreprises, et des grèves pour exiger le renvoi de leur directeur ne sont pas rares.

Les travailleurs du secteur public ont les moyens de se défendre, ils ont le droit de grève, de s'organiser dans des syndicats, sans risquer d'être licenciés. Ils ont aussi accès à la Sécurité sociale qui prend en charge 80% des soins médicaux.

Dans le secteur privé, par contre, les patrons ont les mains libres, et ne s'embarrassent pas avec le Code du travail. Les syndicats y sont inexistantes. Pour ne pas gêner les patrons, l'UGTA n'a jamais cherché à s'implanter dans ce secteur qui compte aujourd'hui des millions de travailleurs. Les salaires y sont très bas, la moitié en moyenne de ceux du secteur public. Une vendeuse, qui travaille six jours sur sept, ou un agent de sécurité en horaires de travail 3x8 peut gagner

10 à 15 000 dinars (100 à 150 euros). Les ouvriers d'une usine de céramique peuvent gagner 18 000 dinars en 3x8, dont 3 000 dinars de prime. Même en rajoutant les primes, les travailleurs ont du mal à survivre.

Les semaines de cinquante heures sont fréquentes et le patron « oublie » de payer les heures supplémentaires. Formellement la loi autorise le droit de grève dans le privé, mais la précarité généralisée le rend caduc. L'emploi précaire est la règle, le patron peut du jour au lendemain licencier un travailleur. 78% des ouvriers du privé ne sont pas déclarés.

Les travailleurs du chantier de la prison de Draâ El Mizan, près de Tizi Ouzou, en Kabylie, en savent quelque chose. Pas déclarés, sans fiches de paie, des cadences insupportables, des contrats renouvelés chaque mois, ils s'étaient mis grève en 2013, pour dénoncer cette précarité. 21 d'entre eux furent licenciés. En février dernier, les 61 travailleurs du chantier se sont de nouveau mis en grève, pour défendre leurs conditions de travail et exiger la réintégration de leurs camarades de travail.

La précarité concerne aussi les établissements publics. En février, au port d'Alger, les dockers contractuels ont suivi une grève de quatre jours pour exiger les mêmes primes que celles accordées aux travailleurs embauchés. Déterminés, les dockers ont obtenu gain de cause. L'UGTA a dénoncé la grève des dockers, la qualifiant d'irresponsable.

Selon le journal *El Watan*, en 2011, trois millions de salariés avaient un revenu inférieur à 10 000 dinars (100 euros) par mois. Malgré les miettes lâchées par le pouvoir, la majorité des travailleurs sont aujourd'hui dans la survie. Les familles ouvrières consacrent la moitié du salaire à l'alimentation et se loger est toujours un casse-tête. Dans les banlieues populaires d'Alger, des marchands de sommeil s'enrichissent en louant des logements hors de prix. Il faut compter près de la moitié d'un salaire d'ouvrier pour une simple chambre de 12 m², sans sanitaire et sans possibilité de cuisiner. Pour faire face à cette dépense, les jeunes travailleurs s'y entassent à deux ou trois et il n'est pas rare que plusieurs familles vivent dans le même appartement.

Le patronat, le gouvernement et l'UGTA se sont rencontrés à plusieurs reprises pour négocier un « pacte social de stabilité ». Ce nouvel accord prévoit carrément la remise en cause du droit de grève et de l'emploi permanent dans la fonction publique. Le patronat voudrait une classe ouvrière plus docile et plus exploitée. Les patrons réclament une plus grande compétitivité, une modification du Code du travail qui faciliterait leurs affaires. En contrepartie, le gouvernement promet une augmentation du salaire minimum de 15 000 à 18 000 dinars en y intégrant les primes. Mais le patronat refuse ces augmentations de salaires qui selon lui mettraient en péril ses profits.

Le FMI incite fortement le pouvoir algérien à « contenir la masse salariale et à la suppression des subventions, à améliorer la compétitivité et la productivité du travail et à accroître la flexibilité du marché du travail ». Le pouvoir algérien navigue entre les exigences de la bourgeoisie nationale et les intérêts du capital étranger d'une part et la contestation qui s'exprime dans les classes populaires d'autre part. Le pouvoir est prudent et temporise. Instruit par la révolte d'octobre 1988, il sait qu'une répression peut vite transformer une contestation en crise politique aiguë.

La stabilité du régime est précaire. Le pays n'est pas à l'abri d'un effondrement de la rente pétrolière, qui aurait des conséquences dramatiques pour les classes populaires. De leur côté les travailleurs et les classes populaires ne se résignent plus à leur sort. Ils ont maintenant une certaine conscience de leur force et qu'il est possible d'imposer des concessions au régime et au patronat lui-même. C'est un élément positif de la situation actuelle, un gage pour l'avenir. Certes, tout comme en Égypte ou en Tunisie, la contestation sociale reste sur un terrain économique, elle ne se traduit pas par l'émergence d'un mouvement politique pour la défense des intérêts sociaux et politiques des travailleurs en tant que classe. Mais le rapport de force entre les classes a changé et la dictature algérienne n'est plus ce qu'elle était. On peut espérer qu'au sein de la jeunesse ouvrière et étudiante des hommes et des femmes profitent des possibilités offertes par la situation actuelle pour ouvrir la voie à des perspectives ouvrières révolutionnaires.

29 mars 2014

Cambodge

Le pouvoir contesté par la classe ouvrière

Pendant une grande partie de l'année 2013, le pouvoir cambodgien a dû faire face à une contestation à la fois politique et sociale. Après les élections législatives du 28 juillet 2013, pendant plusieurs mois, l'opposition a appelé à des manifestations pour dénoncer des fraudes qui l'auraient empêchée de remporter ce scrutin.

Et en effet, derrière le décorum démocratique, le pouvoir cambodgien est une dictature dont l'armée constitue le principal pilier. À la tête de l'État depuis 28 ans, le Premier ministre cambodgien, Hun Sen, exerce le pouvoir d'une main de fer et ne recule pas devant l'usage de la violence, de l'intimidation, et de tous les moyens pour réduire et museler l'opposition.

Mais cette opposition ne constitue pas elle-même une alternative pour la grande masse de la population. Son principal dirigeant, Sam Rainsy, n'est pas un nouveau venu sur la scène politique. Fils d'un ancien ministre du Cambodge dans les années 1950, lui-même ancien ministre dans les années 1990, il est un de ceux qui, au sein de la classe dominante, se disputent le pouvoir. Quelle que soit l'issue de ce combat, cela n'entraînerait aucun changement dans la situation de la classe ouvrière.

Or, ce qui a marqué la contestation de ces derniers mois, c'est la participation des travailleurs du textile. La jeune classe ouvrière cambodgienne, qui fait preuve de combativité depuis plusieurs années, a montré qu'elle était aussi une force avec laquelle le pouvoir politique devait compter.

UNE INDUSTRIE TEXTILE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

La classe ouvrière cambodgienne est jeune, dans tous les sens du terme. Dans un pays dont la population reste à 80 % rurale, le textile représente aujourd'hui la principale industrie du pays. Mais ce développement est relativement récent : en 1995, il n'existait que trois entreprises fournissant l'armée.

En 1996, les États-Unis ont accordé au Cambodge la clause de la nation la plus favorisée, ouvrant ainsi aux produits cambodgiens les portes du marché américain. Le Cambodge a aussi bénéficié de quotas d'importation en direction de

l'Europe réservés au groupe des Pays les moins avancés (PMA) et d'une exonération totale de droits de douane dans le cadre d'un programme au nom qui lui donne une apparence humanitaire, « Tout sauf les armes », mais qui permet à la grande distribution de faire des profits plantureux !

Cela a attiré des patrons de toute l'Asie qui ont commencé à délocaliser une partie de leurs entreprises textiles au Cambodge où, à partir de 1997, une usine textile s'est ouverte en moyenne tous les dix jours ! Ces dernières années, la grande majorité des capitaux investis sont d'origine chinoise.

Confrontés à des grèves, les patrons chinois se plaignent d'avoir dû augmenter les salaires de leurs travailleurs. D'après l'Organisation internationale du travail (OIT), les salaires auraient plus que triplé durant les dix dernières années en Chine. Du coup, les industriels et leurs donneurs d'ordres, les grandes marques occidentales, toujours à la recherche de main-d'œuvre moins chère, se délocalisent vers les pays d'Asie du Sud-Est, notamment le Vietnam, le Cambodge ainsi que le Bangladesh.

En Chine, le coût de la main-d'œuvre reste très différent entre Shanghai (180 euros par mois), Pékin (152 euros) et les provinces (entre 110 à 140 euros). Pour donner une échelle de comparaison, avant la mobilisation ouvrière de ces derniers mois, le salaire minimum dans le secteur du textile au Cambodge était de 80 dollars par mois (59 euros).

On comprend pourquoi les grandes enseignes occidentales de prêt-à-porter et de distribution, comme Gap, Puma, Inditex (Zara), H&M, Levi's, Nike ou C&A et Wal-Mart se sont tournées vers le Cambodge. Plus de 80 % de la production textile cambodgienne sont exportés vers les États-Unis, l'Europe absorbant les 20 % restants.

Les bas salaires et les mauvaises conditions de travail ont permis au Cambodge de continuer à connaître une croissance de ses exportations de textile malgré la libéralisation des échanges à partir du 1^{er} janvier 2005 et la fin du système de quotas qui réglementait le commerce de l'habillement, et qui réservait donc au Cambodge des parts de marchés aux États-Unis et en Europe.

UNE CLASSE OUVRIÈRE JEUNE ET EXPLOITÉE

En 2013, le secteur du prêt-à-porter et de la chaussure au Cambodge comptait plus de 400 entreprises employant plus de 600 000 travailleurs. La majorité d'entre elles comptent entre 200 et 500 employés. Seule une minorité, toutes étrangères, emploie plus de 1 500 travailleurs, mais les quinze plus grandes entreprises du pays produisent à elles seules 50 % de la totalité des exportations.

D'après l'OIT, 91 % de l'effectif du secteur sont constitués de jeunes femmes, âgées de 18 à 25 ans, issues des campagnes, dans un pays lui-même très jeune où la moitié de la population a moins de 24 ans. Elles se sont résolues à venir chercher un emploi à Phnom Penh, où sont concentrées la plupart des entreprises, pour trouver le moyen d'aider financièrement leur famille. Une étude estime à un quart du revenu des populations rurales la part provenant de ces travailleuses des villes.

Une enquête sur les salaires des ouvrières du secteur menée par la C.CAWDU (Fédération syndicale du textile au Cambodge), une des principales organisations syndicales cambodgiennes, décomposait ainsi le « budget type » d'une ouvrière gagnant un salaire mensuel de 66 dollars (52,50 euros) pour 10 heures de travail par jour (avec donc deux heures supplémentaires quotidiennes souvent obligatoires), six jours sur sept : un loyer de 8 dollars par mois (pour un logement qu'elle partage en général à deux ou trois) ; des dépenses diverses d'environ 10 dollars (habillement, santé, transport...) ; 17 dollars envoyés à sa famille (mais cette somme est bien souvent supérieure, pouvant représenter jusqu'à la moitié du revenu...) ; il lui reste 31 dollars à consacrer à la nourriture, soit un dollar par jour...

Cela explique que les ouvrières, sous-alimentées, soient nombreuses à s'évanouir dans des ateliers où la température est élevée, l'atmosphère humide et où elles sont contraintes à respirer des produits toxiques. Ces cas d'évanouissements, plus de 2 400 en 2012, ont été dénoncés par de nombreuses ONG qui dénoncent les conditions de travail dans les entreprises de textiles sous-traitantes des grandes marques occidentales.

UNE CLASSE OUVRIÈRE COMBATIVE

Mais cette classe ouvrière a très vite su montrer qu'elle n'était pas prête à accepter les conditions de vie que voulaient leur imposer ces esclavagistes des temps modernes. Elle a fait preuve de combativité et d'une capacité à s'organiser syndicalement face au patronat et au gouvernement.

Dans une certaine mesure, c'est le patronat lui-même qui a bien malgré lui « encouragé » les travailleurs à créer des syndicats. Pour obtenir un accès préférentiel au marché américain, le pays a en effet dû accepter de signer tout ce que l'OIT compte comme conventions sociales : droit d'association, droit de grève, droit à la concertation sociale... En bref, sur le papier, un paradis de la « production éthique » en Asie. En 2001, un programme censé promouvoir le respect de conditions de travail décentes, « Better factories Cambodia » (« Des usines meilleures au Cambodge »), a été lancé par l'OIT. Régulièrement, des inspecteurs de l'OIT peuvent visiter les entreprises et établir un bilan social. En juillet 2013, dans son dernier rapport, l'OIT a d'ailleurs pu constater le recul des conditions de travail et dresser une liste des nombreux abus des employeurs. Sans que cela change grand-chose...

Pour se conformer à ces « normes sociales », les patrons ont suscité la naissance de syndicats jaunes, à leur convenance. C'est ainsi que l'industrie textile compte à elle seule plus de 900 syndicats et 18 fédérations syndicales. Mais ce qui ne devait être pour les patrons qu'un simulacre de syndicalisme a été pris au sérieux par des travailleurs qui voulaient véritablement défendre leurs droits. Le fait que des militants de partis de l'opposition au régime se soient investis dans l'organisation syndicale afin de mettre le pouvoir en difficulté a certainement contribué à la naissance de syndicats combattifs¹.

Dans de nombreuses entreprises, des travailleurs ont engagé des luttes pour se faire payer les heures supplémentaires, pour obtenir des contrats moins précaires, pour faire respecter le droit à des congés en cas de maladie et bien sûr pour obtenir de meilleurs salaires. Ils doivent souvent se battre pour faire réintégrer des travailleurs licenciés pour fait de grève.

Ainsi, dans l'entreprise SL Garment Processing, fournissant Gap et H&M, une partie des 6 000 ouvriers se sont mis en grève en août 2013 pour protester, après la visite, destinée à intimider le personnel, d'un inspecteur flanqué de policiers armés. Suite à cette mobilisation, la direction licencia 720 travailleurs. Après que 4 000 ouvriers du textile avaient défilé en septembre dans les rues de Phnom Penh, la direction revint sur sa décision.

1 Chea Vichea, dirigeant d'une des principales fédérations syndicales, la Free Trade Union of Workers of the Kingdom of Cambodia (FTUWKC), avait été membre du parti de Sam Rainsy. Son assassinat en 2004 par des sbires du régime a mis en lumière la façon dont les libertés syndicales étaient respectées par l'État cambodgien qui a par ailleurs ratifié toutes les conventions de l'OIT...

Il fallut encore plusieurs mois de grèves, de manifestations et d'affrontements avec la police, qui ouvrit le feu en novembre 2013 contre les travailleurs en lutte, pour que la direction se voie contrainte, en décembre, de réintégrer 19 syndicalistes licenciés en août.

Mais cette lutte qui a marqué l'actualité du dernier trimestre 2013 était loin d'être la seule et est représentative de la combativité de la classe ouvrière cambodgienne durant cette période. C'est la mobilisation pour l'augmentation du salaire minimum qui fut l'expression la plus visible et la plus spectaculaire de cette combativité.

LA MOBILISATION POUR L'AUGMENTATION DU SALAIRE MINIMUM

L'augmentation du salaire minimum avait déjà donné lieu dans les années précédentes à d'importantes mobilisations. En septembre 2010, une grève générale, appelée par plusieurs organisations syndicales, avait été massivement suivie par plus de 200 000 travailleurs.

Le 26 décembre 2013, un mouvement de grève de grande ampleur a démarré pour réclamer un salaire de 160 dollars par mois, au lieu des 80 dollars mensuels que les travailleurs touchaient jusqu'alors.

Même satisfaite, cette revendication aurait laissé le salaire des travailleurs loin du niveau nécessaire pour vivre puisque une étude du Bureau international du travail estimait ce niveau à 177 dollars par mois tandis que, selon Asia Floor Wage, une association de syndicats et de défenseurs du droit du travail, le salaire décent pour les travailleurs cambodgiens se situerait à 283 dollars par mois.

Le 29 décembre, une manifestation, appelée par le parti de l'opposant Sam Rainsy et à laquelle se rallièrent les syndicats, rassembla plusieurs

dizaines de milliers de personnes. Pour tenter de faire retomber la mobilisation ouvrière, le gouvernement promit de porter le salaire minimum à 100 dollars en février 2014. Refusant de s'en satisfaire, les syndicats maintinrent leur appel à manifester.

Le 3 janvier 2014, des militaires ouvrirent le feu sur un rassemblement qui se tenait devant une usine, provoquant la mort de 5 ouvriers et en blessant une quarantaine d'autres. Dans les jours qui suivirent, le gouvernement interdit toutes les manifestations, dispersant violemment toute tentative de rassemblement. Des arrestations eurent lieu. 21 syndicalistes sont toujours détenus dans une prison de haute sécurité. Le gouvernement semble être parvenu à mettre fin, pour le moment, à la mobilisation. D'autant que le dirigeant de l'opposition, qui a été, lui, laissé en liberté, semble engagé dans des tractations avec le pouvoir.

Mais au vu de l'histoire récente du Cambodge, il ne faudra certainement pas longtemps pour voir les travailleurs cambodgiens reprendre le chemin des luttes. Mais pour que celles-ci puissent déboucher sur un véritable changement de leurs conditions de vie, il leur faudra être capables de donner naissance à des organisations indépendantes, à la fois du patronat, du pouvoir et aussi de l'opposition. Celle-ci recherche le soutien des travailleurs sans avoir rien à leur proposer, et surtout pas la fin de l'exploitation par une minorité de patrons rapaces.

La classe ouvrière représente une force capable d'ébranler le pouvoir, et demain de le renverser. Mais, pour ne pas servir de force d'appoint à des politiciens de la classe dominante, elle devra être capable de se doter de son propre parti pour mener son propre combat et défendre ses intérêts de classe exploitée, y compris sur le plan politique.

30 mars 2014

Cambodge

Des Khmers rouges au régime actuel, les responsabilités de l'impérialisme

Pour comprendre les luttes politiques qui se sont déroulées ces derniers mois au Cambodge, il est nécessaire de revenir sur l'histoire récente du pays, une histoire particulièrement dramatique. Le procès de deux dirigeants des Khmers rouges qui s'est ouvert en octobre 2013 rappelle que ces événements ont laissé des cicatrices qui sont loin d'être refermées. D'autant que les hommes au pouvoir aujourd'hui – à commencer par le Premier ministre, Hun Sen – sont en partie eux-mêmes issus du mouvement des Khmers rouges.

On ne peut évoquer cette histoire sans revenir en fait sur des événements qui ont marqué l'ensemble des populations de cette région d'Asie. Et il est impossible aussi de ne pas revenir sur la responsabilité de l'impérialisme.

Le Cambodge, peuplé aujourd'hui d'environ 14 millions d'habitants, est l'un des pays les plus pauvres de la planète (187^e sur 226 dans le classement du PIB par habitant en 2012, au même niveau que la Mauritanie). Il a eu à subir, à partir de la deuxième moitié du 19^e siècle, la domination coloniale française.

DE LA GUERRE D'INDOCHINE ...

Au sein de l'Indochine française, la « perle de l'empire », le Cambodge avait le statut de protectorat et restait une monarchie formellement indépendante, mais quasiment toute l'administration locale était constituée de fonctionnaires français.

Après la Deuxième Guerre mondiale, la France chercha à maintenir ses possessions coloniales malgré l'opposition croissante des populations et s'engagea, à partir de 1946, dans une sale guerre en Indochine contre le Vietminh, un front patriotique créé et dirigé par le Parti communiste vietnamien de Ho Chi Minh.

Celui-ci continuait de se revendiquer du communisme mais son programme n'avait plus rien à voir avec les idées de Marx, ni de Lénine. Formé à l'école du stalinisme, il ne luttait pas pour renverser l'impérialisme, mais pour un « Vietnam libéré de l'impérialisme ». Avec un vocabulaire empruntant au marxisme, ses perspectives étaient celles de nationalistes bourgeois.

Profitant des difficultés rencontrées par la

France au Vietnam, le roi du Cambodge, Norodom Sihanouk, arracha en 1953 l'indépendance de son pays. En mai 1954, l'armée française subit une défaite spectaculaire à Dien Bien Phu, obligeant les dirigeants de l'impérialisme français à engager des négociations avec le Vietminh.

Les accords signés à Genève en juillet 1954 imposèrent la division du Vietnam en deux parties, la partie au nord dirigée par le Vietminh, et l'autre au sud par un régime lié au camp occidental. Dans cette période de guerre froide, les États-Unis, qui prirent le relais de la France comme principale puissance impérialiste, ne voulaient pas que l'indépendance vietnamienne se traduise par un renforcement du camp soviétique dans la région.

... À L'INTERVENTION AMÉRICAINE AU VIETNAM

Dans les années qui suivirent, le régime en place au Sud-Vietnam, miné par la corruption, s'avéra de plus en plus incapable de s'opposer aux forces qui combattaient, sous la direction du Parti communiste, pour la réunification du pays. Les États-Unis furent contraints d'intensifier leur engagement militaire au Vietnam et s'enlisèrent à leur tour, après la France, dans le « bourbier vietnamien ». Rappelons que plus de huit millions de soldats américains participèrent à cette sale guerre, durant laquelle l'aviation américaine déversa plus de bombes que durant la Deuxième Guerre mondiale, et qu'elle provoqua la mort de plusieurs millions de Vietnamiens. D'après un bilan établi en 1995 par l'État vietnamien, un total d'un million de combattants communistes vietnamiens et de quatre millions de civils auraient été tués durant la guerre.

Norodom Sihanouk, à la tête du Cambodge, menait une politique d'équilibriste entre toutes les forces qui s'affrontaient dans la région. En 1955, il participa à la conférence des « non alignés », qui se tint à Bandung, en Indonésie, réunissant les États qui refusaient d'être intégrés dans un des deux blocs, américain et soviétique, qui s'affrontaient alors.

Tout en réprimant durement les opposants, et

en particulier les communistes cambodgiens, il chercha à ne pas apparaître comme une marionnette des États-Unis, ce qui aurait entraîné son discrédit dans la population, et tenta de tenir son pays à l'écart de la guerre qui avait lieu chez son voisin vietnamien.

Pour cette raison, il finit par refuser, en 1965, l'aide militaire américaine. Allant encore plus loin, il chercha ouvertement l'alliance de la Chine dirigée par le Parti communiste de Mao, ce qui apparaissait alors comme un défi aux États-Unis.

Sihanouk tolérait la présence de camps militaires du Vietcong au Cambodge, à la frontière du Vietnam, tout en acceptant que les États-Unis étendent leurs bombardements aériens au Cambodge pour les détruire, déversant ainsi leurs tapis de bombes sur les populations cambodgiennes. Une telle politique n'était pas tenable longtemps.

LE CAMBODGE BASCULE DANS LA GUERRE

Les États-Unis décidèrent d'évincer Sihanouk et organisèrent son renversement en 1970 par le général Lon Nol qui leur était entièrement soumis. Le régime qui s'établit sous sa direction était clairement proaméricain, acceptant l'intervention de soldats américains sur son sol. Il était aussi particulièrement répressif, corrompu et de plus en plus haï par la population.

Une guérilla se développa au Cambodge sous la direction du Parti communiste cambodgien, créé en 1960 par un groupe de militants qui avaient séjourné en France entre 1949 et 1953 pour y faire leurs études. Alors qu'ils n'étaient que de jeunes démocrates nationalistes, ils adhèrent au PCF. Pol Pot, de son vrai nom Saloth Sar, était l'un d'entre eux et devint le principal dirigeant des Khmers rouges, nom sous lequel les communistes cambodgiens se firent connaître.

À la différence des Vietnamiens qui étaient liés à l'Union soviétique, les communistes cambodgiens entretenaient des relations privilégiées avec la Chine de Mao.

Ils reçurent le soutien politique de Sihanouk qui, après son renversement, s'était exilé à Pékin et cherchait ainsi à trouver les troupes lui permettant de continuer à jouer un rôle politique.

Le pays bascula alors complètement dans la guerre. Le gouvernement central perdit progressivement le contrôle de la plus grande partie du pays. Les populations fuyaient en masse les zones de combat pour trouver refuge dans la capitale, Phnom Penh.

Subissant le même sort que celui du Sud-Vietnam, le régime de Lon Nol s'effondrait devant l'avancée des Khmers rouges. Ceux-ci firent leur entrée dans Phnom Penh le 17 avril 1975.

LES KHMERS ROUGES AU POUVOIR

Les dirigeants des Khmers rouges avaient constitué leur appareil militaire dans les maquis, loin du contrôle des masses, dont ils se méfiaient au point d'entretenir le secret le plus total sur tout ce qui concernait leur organisation politique, l'Angkar (l'organisation, en cambodgien). Longtemps le rôle réel de Pol Pot fut ignoré du plus grand nombre, y compris des militants, qui ne connaissaient leur dirigeant que sous le nom de « Frère n° 1 ».

Les dirigeants khmers se méfiaient en particulier de toutes les catégories urbaines qu'ils estimaient plus difficiles à contrôler que les masses paysannes. C'est pourquoi, à peine entrés dans Phnom Penh, ils organisèrent l'évacuation totale et la déportation de la population vers les campagnes. Toutes les principales villes subirent par la suite le même sort.

Reprenant le slogan de Mao qui, dans les années 1950, voulait faire faire à la Chine « un grand bond en avant », les Khmers rouges évoquaient « un super grand bond en avant » : le pays devait atteindre l'autosuffisance alimentaire à marche forcée et être capable de vivre en autarcie.

Ces conceptions, de toute façon réactionnaires, devenaient carrément délirantes de stupidité quand elles étaient poussées à l'extrême : affirmant la nécessité de couper tout lien avec « l'Occident bourgeois », le régime prétendait renoncer y compris aux médicaments, leur préférant officiellement les remèdes traditionnels khmers. Ainsi les hôpitaux restèrent à l'abandon pendant toute la période du pouvoir des Khmers rouges, à l'exception tout de même d'une structure réservée à une minorité de cadres dirigeants...

Le régime organisa toute la société comme un gigantesque camp de travail où toute la population devait se consacrer à l'agriculture et aux travaux d'irrigation, imposant des conditions de vie effroyables et une dictature féroce dont furent victimes d'ailleurs beaucoup de membres des Khmers rouges, après plusieurs séries de « purges » dans la tradition stalinienne. On estime à deux millions le nombre des morts du régime de Pol Pot, victimes de la répression ou du travail forcé et de la sous-alimentation.

POL POT, HÉRITIER DE STALINE ET DE MAO

Ces conceptions n'avaient rien à voir avec les idées communistes auxquelles les Khmers rouges continuaient de faire référence en affirmant avoir « aboli l'argent ». Cette vision nationaliste et rétrograde s'opposait aux idées de Marx et de Lénine, pour lesquels la société communiste ne pouvait s'envisager qu'à l'échelle mondiale, sur les bases établies par le développement du

capitalisme lui-même.

La société communiste représentera un progrès par rapport au capitalisme car elle sera capable d'organiser d'une façon autrement plus rationnelle et plus juste la coopération des hommes et l'exploitation des richesses de l'ensemble de la planète. Toute autre conception ne peut représenter qu'une régression par rapport au niveau de développement atteint par le capitalisme.

Ce n'est pas l'un des moindres crimes du stalinisme d'avoir fait disparaître les idées internationalistes au sein du mouvement révolutionnaire. La bureaucratie stalinienne, issue de la dégénérescence de la révolution russe de 1917, propagea au sein du mouvement communiste des conceptions nationalistes aux antipodes de celles qui avaient inspiré la politique des premières années du régime soviétique, depuis l'idée que la « construction du socialisme » serait possible dans un seul pays jusqu'à la prétendue nécessité de lutter pour constituer des fronts patriotiques.

Pol Pot et ses partisans furent des héritiers du stalinisme et de l'un de ses avatars, le maoïsme. Mais le régime des Khmers rouges n'aurait pas pu s'imposer au Cambodge sans les années de guerre que fit subir l'impérialisme américain à ce petit pays, avec tous les ravages, sur le plan matériel et humain, qui en découlèrent. L'impérialisme a le premier plongé ce pays dans le chaos et la barbarie des combats, permettant aux Khmers rouges de trouver des partisans capables d'user ensuite d'une telle violence à l'égard de la population.

L'IMPÉRIALISME S'ALLIE AUX KHMERS ROUGES

En 1979, répondant à une politique agressive du pouvoir en place à Phnom Penh, le Vietnam envahit le Cambodge et renversa le régime de Pol Pot, lui substituant un parti, le FUNSK, constitué de transfuges des Khmers rouges, avec parmi eux Hun Sen, toujours aujourd'hui à la tête du Cambodge.

Les Khmers rouges reprirent le maquis. Ils furent de nouveau appuyés par Sihanouk qui s'était opposé à eux quelque temps après leur victoire. Comme le Vietnam était un allié de l'Union soviétique, les États-Unis et le reste du camp occidental refusèrent de reconnaître le nouveau régime cambodgien. À l'ONU, le siège du Cambodge continua d'être occupé par un représentant des Khmers rouges. Et surtout, les Khmers rouges purent compter sur l'appui financier et militaire de la Chine et des États-Unis. De ce fait, l'état de guerre se prolongea encore une décennie supplémentaire au Cambodge.

Le Cambodge fut l'un des points d'instabilité

dont le règlement dépendait des relations Est-Ouest. La disparition du bloc soviétique et le désengagement de l'Union soviétique de la région permirent aux grandes puissances occidentales la signature en octobre 1991 des accords de Paris plaçant le Cambodge sous la tutelle de l'ONU jusqu'à l'organisation d'élections, l'administration du pays étant assurée par une Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), appuyée par le déploiement d'un dispositif de quelque 21 000 hommes.

Organisées en mai 1993, les élections législatives donnèrent une large majorité relative, avec 47% des voix, au parti royaliste, regroupant les partisans de Sihanouk, le FUNCINPEC, au détriment du Parti du peuple cambodgien, nouveau nom adopté par le parti mis au pouvoir par l'armée vietnamienne et dirigé par Hun Sen. Un gouvernement de coalition, rassemblant les deux partis, fut formé le 16 juin, dirigé par deux Premiers ministres : le prince Norodom Ranariddh et Hun Sen. Le 24 septembre 1993, la monarchie fut rétablie et Norodom Sihanouk remonta sur le trône.

UNE STABILISATION AU PROFIT D'UNE CASTE DE MILITAIRE ET DE POLITICIENS

Les Khmers rouges, écartés du pouvoir, s'opposèrent au pouvoir et continuèrent à garder le contrôle de régions importantes à la frontière de la Thaïlande qui leur apportait un soutien. Mais, à partir de 1996, le régime obtint le ralliement d'une partie d'entre eux. Les dissensions amenèrent la dissolution de ce qu'il restait de ce mouvement. En 1997, Pol Pot à son tour fut victime d'une « purge » et, d'après ce qu'on peut en savoir aujourd'hui, il mourut, en 1998, alors qu'il était détenu par ses anciens camarades.

La fin de la situation de guerre entraînait une remise en cause de l'équilibre entre ceux qui se partageaient le pouvoir à la tête de l'État. Une épreuve de force s'engagea, dont Hun Sen sortit vainqueur en organisant un coup d'État en 1997 qui lui permit de réduire la place des forces royalistes, sans toutefois les éliminer.

Depuis, Hun Sen dirige l'État sans partage. Il a annoncé sa volonté de rester Premier ministre jusqu'à l'âge de 74 ans, soit encore douze années... La stabilisation du régime a permis à la hiérarchie militaire de s'enrichir, d'accaparer les postes les plus « rémunérateurs » plus ou moins légalement, de s'approprier les meilleures terres à la faveur du rétablissement de la propriété privée après l'ère Khmer rouge. Une caste de politiciens issus de différents horizons – anciens Khmers rouges, royalistes... – se partagent le pouvoir et l'accès aux prébendes. Et tous protègent les intérêts des capitalistes, pour la plupart étrangers,

qui organisent l'exploitation forcenée de la classe ouvrière cambodgienne.

L'actuel dirigeant de l'opposition, Sam Rainsy, est issu du mouvement royaliste. Après avoir été ministre en 1994, il se trouva mis à l'écart et finit par créer son propre parti qui, en 1998, prit le nom de « Parti de Sam Rainsy ». Ce qui a au moins le

mérite d'indiquer les limites de son programme...

Depuis plusieurs années, il a rassemblé l'opposition face à Hun Sen mais il ne représente absolument pas un espoir de changement, en aucun domaine, tant il est à l'image de la caste politique qui se dispute le pouvoir depuis des années.

31 mars 2014

Annexes

Les résultats de Lutte Ouvrière aux élections municipales

Département	Commune	2008			2014			
		Exprimés	Voix	%	Exprimés	Voix	%	Élus
Alsace								
Bas-Rhin	Schiltigheim				8 303	173	2,08	
	Strasbourg	74 606	504	0,68	70 981	519	0,73	
Haut-Rhin	Colmar				22 577	564	2,50	
	Ensisheim	3 105	354	11,40	3 187	152	4,77	
	Mulhouse	26 874	442	1,64	24 677	378	1,53	
Aquitaine								
Gironde	Bègles				9 027	204	2,26	
	Bordeaux	81 396	502	0,62	76 278	391	0,51	
	Langon				3 129	141	4,51	
	Mérignac	24 005	453	1,89	23 923	362	1,51	
Auvergne								
Allier	Montluçon	17 778	308	1,73	13 992	345	2,47	
	Moulins				6 939	371	5,35	
Puy-de-Dôme	Clermont-Ferrand				37 924	662	1,75	
Bourgogne								
Côte-d'Or	Chenôve	4 624	153	3,31	4 711	103	2,19	
	Dijon	48 679	487	1,00	47 033	722	1,54	
	Montbard				2 383	92	3,86	
	Quetigny	2 996	348	11,62	3 719	121	3,25	
	Talant	4 792	202	4,22	4 548	137	3,01	
Nièvre	Nevers				12 240	299	2,44	
Saône-et-Loire	Autun	5 711	143	2,50	6 134	150	2,45	
	Chalon-sur-Saône	16 701	323	1,93	14 973	720	4,81	
	Le Creusot				7 855	337	4,29	
Yonne	Auxerre				12 882	178	1,38	
Bretagne								
Côtes-d'Armor	Lannion				8 099	398	4,91	
	Ploufragan	5 170	309	5,98	4 900	471	9,61	1
	Saint-Brieuc	18 776	347	1,85	16 268	390	2,40	
Finistère	Brest	44 929	740	1,65	41 776	820	1,96	
Ille-et-Vilaine	Rennes	65 427	1 151	1,76	59 122	997	1,69	
	Saint-Jacques-de-la-Lande	3 562	316	8,87	3 543	363	10,25	1
	Lanester				8 600	483	5,62	
Centre								
Cher	Bourges				22 002	388	1,76	
	Vierzon				10 399	480	4,62	
Eure-et-Loir	Chartres				13 580	252	1,86	
Indre	Châteauroux	19 880	817	4,11	17 660	291	1,65	

Département	Commune	2008			2014			
		Exprimés	Voix	%	Exprimés	Voix	%	Élus
Indre-et-Loire	Joué-lès-Tours	14 114	643	4,56	13 534	740	5,47	
	Saint-Pierre-des-Corps	6 069	152	2,50	5 195	223	4,29	
	Tours	43 233	497	1,15	39 729	666	1,68	
Loiret	Fleury-les-Aubrais				6 734	227	3,37	
	Montargis				4 297	141	3,28	
	Orléans	34 952	625	1,79	32 813	424	1,29	
Champagne-Ardenne								
Ardennes	Charleville-Mézières				14 901	455	3,05	
Aube	Troyes				15 256	554	3,63	
Marne	Reims	53 884	698	1,30	50 863	1 347	2,65	
	Vitry-le-François	5 280	277	5,25	4 362	218	5,00	
Franche-Comté								
Doubs	Audincourt				4 344	160	3,68	
	Besançon	36 460	740	2,03	36 248	518	1,43	
	Grand-Charmont	2 089	125	5,98	1 802	120	6,66	1
	Montbéliard	8 625	218	2,53	8 131	290	3,57	
	Valentigney	3 932	385	9,79	3 490	334	9,57	
Jura	Dole	9 184	454	4,94	9 483	283	2,98	
Territoire de Belfort	Belfort				14 805	293	1,98	
Île-de-France								
Ville de Paris	Paris 1 ^{er}	6 127	75	1,22	6 079	30	0,49	
	Paris 2 ^e	6 736	90	1,34	6 857	21	0,31	
	Paris 3 ^e	11 975	133	1,11	11 615	58	0,50	
	Paris 4 ^e	10 573	151	1,43	9 850	60	0,61	
	Paris 5 ^e				22 243	142	0,64	
	Paris 6 ^e				14 759	66	0,45	
	Paris 9 ^e	20 643	109	0,53	20 751	120	0,58	
	Paris 10 ^e	28 359	173	0,61	26 993	164	0,61	
	Paris 11 ^e	47 031	402	0,85	45 861	291	0,63	
	Paris 12 ^e	53 146	303	0,57	49 695	276	0,56	
	Paris 13 ^e	58 837	336	0,57	56 670	442	0,78	
	Paris 14 ^e	48 193	270	0,56	47 477	314	0,66	
	Paris 17 ^e	49 965	568	1,14	50 128	264	0,53	
	Paris 18 ^e	52 044	384	0,74	51 029	588	1,15	
	Paris 19 ^e	47 460	534	1,13	46 307	486	1,05	
	Paris 20 ^e	56 285	486	0,86	54 966	436	0,79	
Seine-et-Marne	Melun				8 919	241	2,70	
Yvelines	Aubergenville				3 681	256	6,95	1
	Conflans-Sainte-Honorine				13 371	388	2,90	
	Les Clayes-sous-Bois	6 877	179	2,60	5 998	260	4,33	
	Les Mureaux				6 455	214	3,32	
	Mantes-la-Jolie	9 890	233	2,36	9 316	239	2,57	
	Poissy	12 322	477	3,87	12 675	361	2,85	
Essonne	Corbeil-Essonnes				10 639	310	2,91	
	Draveil				11 795	177	1,50	
	Les Ulis				6 509	202	3,10	
	Vigneux-sur-Seine				9 035	179	1,98	

Département	Commune	2008			2014			
		Exprimés	Voix	%	Exprimés	Voix	%	Élus
Hauts-de-Seine	Bagneux	10643	301	2,83	10580	257	2,43	
	Clichy-la-Garenne				16532	246	1,49	
	Colombes	26253	257	0,98	24903	349	1,40	
	Gennevilliers	10237	275	2,69	10174	228	2,24	
	Malakoff	10792	134	1,24	9138	294	3,22	
	Nanterre				21403	352	1,64	
Seine-Saint-Denis	Aubervilliers				11081	301	2,72	
	Aulnay-sous-Bois	21524	488	2,27	22169	407	1,84	
	Bagnolet				8267	136	1,65	
	Bobigny	9037	143	1,58	8464	397	4,69	
	Clichy-sous-Bois				4111	143	3,48	
	Drancy				16779	454	2,71	
	La Courneuve				5805	218	3,76	
	Le Blanc-Mesnil				11780	265	2,25	
	Le Pré-Saint-Gervais	4260	223	5,23	4025	191	4,75	
	Les Lilas	7280	374	5,14	7349	198	2,69	
	L'Île-Saint-Denis				1889	93	4,92	
	Livry-Gargan				11100	682	6,14	
	Montreuil	26920	505	1,88	28475	287	1,01	
	Noisy-le-Sec				10042	218	2,17	
	Pantin				10808	319	2,95	
	Romainville				6138	205	3,34	
Saint-Denis				17078	363	2,13		
Saint-Ouen				11768	188	1,60		
Villepinte				9095	118	1,30		
Val-de-Marne	Alfortville				12370	374	3,02	
	Arcueil	5820	93	1,60	5833	176	3,02	
	Choisy-le-Roi	10360	238	2,30	10303	243	2,36	
	Créteil	22600	374	1,65	22132	492	2,22	
	Ivry-sur-Seine				13105	322	2,46	
	Le Kremlin-Bicêtre	6953	152	2,19	6944	161	2,32	
	Limeil-Brévannes				5429	118	2,17	
	Maisons-Alfort	19574	422	2,16	20037	422	2,11	
	Thiais	8908	523	5,87	9541	183	1,92	
	Villejuif				13737	277	2,02	
	Villeneuve-Saint-Georges	6864	173	2,52	6515	213	3,27	
	Vitry-sur-Seine				18910	256	1,35	
Val-d'Oise	Argenteuil				26792	837	3,12	
	Bezons	7071	343	4,85	7456	497	6,67	1
	Cergy	13960	213	1,53	13445	283	2,10	
	Ermont	8964	414	4,62	9030	209	2,31	
	Herblay	9214	279	3,03	9786	195	1,99	
	Jouy-le-Moutier				5633	215	3,82	
	Louvres				3151	171	5,43	
Languedoc-Roussillon								
Hérault	Montpellier	71224	757	1,06	73402	651	0,89	
Pyrénées-Orientales	Perpignan				37877	384	1,01	

Département	Commune	2008			2014			
		Exprimés	Voix	%	Exprimés	Voix	%	Élus
Limousin								
Haute-Vienne	Limoges	48047	942	1,96	44250	1 180	2,67	
Lorraine								
Meurthe-et-Moselle	Frouard				1 948	429	22,02	3
	Nancy	27 137	706	2,60	29 019	348	1,20	
	Vandoeuvre-lès-Nancy				8 206	255	3,11	
Moselle	Metz	36 012	482	1,34	34 866	473	1,36	
	Thionville	13 951	894	6,41	15 181	418	2,75	
Midi-Pyrénées								
Haute-Garonne	Colomiers	13 782	331	2,40	14 429	288	2,00	
	Cugnaux	6 889	319	4,63	6 816	323	4,74	
	Muret	9 051	127	1,40	9 354	183	1,96	
	Toulouse	134 517	1 112	0,83	129 724	818	0,63	
Hautes-Pyrénées	Tarbes	18 889	292	1,55	15 016	393	2,62	
	Montauban				25 832	442	1,71	
Nord-Pas-de-Calais								
Nord	Denain				5 495	419	7,63	1
	Dunkerque	28 898	1 475	5,10	39 606	1 352	3,41	
	Ferrière-la-Grande	2 388	266	11,14	2 269	162	7,14	
	Fourmies				4 971	270	5,43	
	Lille	59 113	1 373	2,32	55 716	821	1,47	
	Maubeuge				10 394	285	2,74	
	Orchies	3 626	279	7,69	3 827	177	4,63	
	Roubaix				17 156	321	1,87	
	Sin-le-Noble				6 044	200	3,31	
	Villeneuve-d'Ascq				20 815	386	1,85	
	Wattrelos	14 395	464	3,22	14 543	316	2,17	
Pas-de-Calais	Calais	28 671	983	3,43	28 304	610	2,16	
	Lens				12 529	234	1,87	
	Liévin				12 021	458	3,81	
Basse-Normandie								
Calvados	Caen	37 253	400	1,07	33 077	537	1,62	
Haute-Normandie								
Eure	Évreux				14 719	317	2,15	
Seine-Maritime	Dieppe				13 546	251	1,85	
	Le Havre				51 225	724	1,41	
	Oissel	4 309	247	5,73	4 271	146	3,42	
	Rouen	33 373	638	1,91	28 990	299	1,03	
	Sotteville-lès-Rouen	11 932	548	4,59	11 500	261	2,27	
Pays de la Loire								
Loire-Atlantique	Nantes	99 324	1 471	1,48	96 218	1 119	1,16	
	Saint-Nazaire	23 733	1 252	5,28	25 416	736	2,90	
Maine-et-Loire	Angers				51 135	477	0,93	
	Cholet	22 179	1 080	4,87	21 537	805	3,74	
	Les Ponts-de-Cé	5 631	228	4,05	5 409	220	4,07	
	Trélazé	4 741	209	4,41	4 856	203	4,18	
Mayenne	Laval	22 170	272	1,23	19 536	331	1,69	

Département	Commune	2008			2014			
		Exprimés	Voix	%	Exprimés	Voix	%	Élus
Sarthe	Le Mans	49 450	1 111	2,25	46 839	1 131	2,41	
Vendée	La Roche-sur-Yon				21 068	556	2,64	
Picardie								
Aisne	Laon	8 858	371	4,19	7 673	250	3,26	
	Saint-Quentin				18 844	464	2,46	
Oise	Beauvais	19 466	365	1,88	19 514	287	1,47	
	Clermont	3 604	297	8,24	3 691	171	4,63	
	Compiègne				12 802	481	3,76	
	Creil	7 245	394	5,44	7 821	229	2,93	
	Margny-lès-Compiègne	2 823	147	5,21	2 781	168	6,04	
Somme	Amiens	40 680	1 284	3,16	36 908	944	2,56	
Poitou-Charentes								
Charente	Angoulême	14 836	204	1,38	14 431	200	1,39	
Charente-Maritime	La Rochelle	26 133	436	1,67	26 541	269	1,01	
	Rochefort				9 236	435	4,71	
Vienne	Châtelleraut	14 067	681	4,84	12 790	618	4,83	
	Poitiers	26 026	452	1,74	23 894	678	2,84	
Provence-Alpes-Côte d'Azur								
Alpes-Maritimes	Carros	5 122	133	2,60	5 367	120	2,24	
Bouches-du-Rhône	Arles	22 985	246	1,07	23 085	322	1,39	
	Marseille 2 ^e secteur				14 080	121	0,86	
	Marseille 7 ^e secteur				39 097	361	0,92	
	Marseille 8 ^e secteur				20 920	164	0,78	
Var	Toulon				54 977	447	0,81	
Rhône-Alpes								
Ain	Bourg-en-Bresse				12 865	181	1,41	
Isère	Échirolles	10 806	583	5,40	10 891	347	3,19	
	Grenoble	44 486	635	1,43	43 385	516	1,19	
	Saint-Martin-le-Vinoux				1 802	136	7,55	1
	Villefontaine				5 033	230	4,57	
Loire	Saint-Chamond				12 856	225	1,75	
	Saint-Étienne				48 622	797	1,64	
Rhône	Lyon 1 ^{er}	10 085	124	1,23	9 433	86	0,91	
	Lyon 4 ^e	14 195	253	1,78	13 199	123	0,93	
	Lyon 5 ^e	17 079	425	2,49	16 405	154	0,94	
	Lyon 7 ^e	17 668	212	1,20	19 902	227	1,14	
	Lyon 8 ^e	18 909	378	2,00	18 543	317	1,71	
	Lyon 9 ^e	12 791	206	1,61	12 459	199	1,60	
	Oullins	9 292	535	5,76	9 315	169	1,81	
	Saint-Fons				3 658	205	5,60	
	Vaulx-en-Velin				8 046	201	2,50	
	Vénissieux				12 249	327	2,67	
Villeurbanne	36 853	690	1,87	35 834	929	2,59		
Haute-Savoie	Annecy	17 148	381	2,22	16 377	164	1,00	
La Réunion	Saint-Benoît	14 501	683	4,71	15 167	408	2,69	
	Total :	2 706 873	51 913	1,92%	3 837 571	71 964	1,88%	10

Élection des députés au Parlement européen des 24 et 25 mai 2014 - Île-de-France

Lutte Ouvrière

Faire entendre le camp des travailleurs



Nathalie Arthaud
Enseignante

L'Europe, avec sa partie occidentale riche et développée, berceau du capitalisme, qui a accumulé des richesses pillées sur toute la planète, ne parvient pas à sortir de la crise d'un système économique dément.

Partout, le chômage augmente, les salaires reculent, le patronat généralise la flexibilité et intensifie le rythme de travail.

Partout, une part croissante de l'argent public est consacrée à payer des intérêts aux banques en engraisant les financiers. Pour ce faire, les États suppriment des emplois indispensables dans les services publics, dans les hôpitaux, dans l'éducation. Ils procèdent à des coupes claires dans les dépenses sociales.

Partout, le patronat des grandes entreprises capitalistes trouve des instruments obéissants dans les gouvernements, de droite comme de gauche, qui imposent des politiques d'austérité à la majo-



Jean-Pierre Mercier
Ouvrier dans l'automobile

rité de la population.

Les 28 pays de l'Union européenne sont unis avant tout par l'intensification de la guerre de classe que mène la grande bourgeoisie contre les classes populaires.

La même question se pose partout: comment la classe ouvrière peut-elle enrayer le recul de ses conditions d'existence matérielle et empêcher la décomposition de sa vie sociale? Comment s'opposer aux deux maux qui résument la folie de l'économie capitaliste, le chômage et le recul incessant du pouvoir d'achat?

Lutte Ouvrière se présente pour dénoncer le système économique qui a conduit à la situation actuelle et pour proposer une politique correspondant aux intérêts collectifs des travailleurs face à la crise de l'économie capitaliste.

Des objectifs de lutte pour la classe ouvrière

Notre programme n'est pas électoral. C'est un programme de lutte pour les combats futurs de la classe ouvrière.

Voter Lutte Ouvrière, c'est approuver la politique nécessaire à la classe ouvrière pour résister à l'offensive de la grande bourgeoisie.

Pour résorber le chômage, il faut commencer par interdire les licenciements. Le travail ne manque pas. Mais les patrons font produire plus avec moins de salariés, en licenciant et en fermant des usines. Il faut répartir le travail entre tous sans diminution de salaire.

Il faut augmenter les salaires et les retraites pour leur assurer un niveau décent. Pour garantir leur pouvoir d'achat, il faut les augmenter chaque mois en fonction de la hausse des prix. Il faut l'échelle

mobile des salaires, des pensions et des allocations.

C'est aux entreprises capitalistes et à leurs propriétaires de financer toutes ces mesures. S'ils prétendent que c'est impossible, qu'ils ouvrent donc leurs comptes! La population pourra alors constater qu'ils gaspillent l'argent, tiré de l'exploitation, en dépenses de luxe et, pire encore, dans la spéculation financière.

Il faut supprimer le secret des affaires derrière lequel se dissimulent les mille et une manières utilisées par les grandes entreprises, la grande distribution et les banques, pour aggraver l'exploitation de leurs salariés, arnaquer les petits producteurs, les consommateurs et les usagers, et pour dégrader la nature.

L'Union européenne comme les États nationaux, instruments du grand capital

Les institutions européennes, tout autant que les États, servent d'armes de combat contre les classes populaires. Présenter l'État national comme une protection pour les masses exploitées est un mensonge aussi grossier que d'affirmer que le salut viendra d'une intégration européenne plus poussée.

Toutes les décisions politiques prises par les institutions européennes le sont en accord avec les États et leurs dirigeants.

Les faux débats sur le choix entre plus ou moins d'Europe dissimulent l'évidence : les institutions européennes comme les États imposent la politique du grand capital.

Leur Europe n'est ni vraiment une union ni complètement européenne. Le marché commun et les institutions communautaires n'ont pas supprimé les affrontements entre groupes capitalistes rivaux. Ils leur ont seulement fourni une arène plus vaste. Les banques et les multinationales des puissances impérialistes sont en compétition pour dominer et dépecer la partie orientale et pauvre de l'Europe. La monnaie unique a supprimé la spéculation sur les taux de change dans la zone euro. Mais elle y a substitué d'autres formes de spéculation, encore plus désastreuses, porteuses de nouvelles crises monétaires.

Les capitaux et les marchandises circulent librement. Mais la libre circulation et l'installation des personnes se heurtent à de multiples obstacles. Les législations sociales ne sont pas harmonisées par le haut et les salaires le sont encore moins. Les droits et libertés démocratiques, notamment ceux des femmes, ne sont pas alignés par le

haut, mais tirés vers le bas. L'interruption volontaire de grossesse est toujours interdite dans plusieurs États sans que l'Union y trouve à redire. Et même un État comme l'Espagne, qui avait reconnu ce droit élémentaire, cherche à le remettre en cause.

L'Union européenne continue à exclure la majeure partie du continent, de la Russie à la Turquie en passant par l'Ukraine et une partie des Balkans. Les barbelés qui l'entourent séparent des peuples et verrouillent l'Europe pour la couper de ses prolongements naturels d'Afrique et d'Asie.

Le Parlement européen n'a pas plus de pouvoir que les parlements nationaux. Sa composition n'aura pas d'influence : les décisions sont prises par l'exécutif européen, c'est-à-dire, derrière la Commission de Bruxelles, par les chefs des États les plus puissants de l'Union, directement sous l'influence des grandes firmes industrielles et financières. **Le seul vote utile pour la classe ouvrière, c'est d'exprimer ses exigences et ses perspectives politiques.**

Après deux ans de gouvernement Hollande-Ayrault, ces élections auront une signification en politique intérieure. Voter Lutte Ouvrière signifiera un désaveu, venant clairement du camp des travailleurs, de ce gouvernement qui se dit socialiste mais qui se comporte en serviteur du grand patronat et des banquiers. Il signifiera le refus de choisir entre partis, rivaux pour gouverner mais qui respectent tous l'ordre capitaliste et qui, par là même, sont dans le camp de ceux qui nous exploitent et nous oppriment.

Pour une Europe débarrassée de la dictature des financiers

Voter Lutte Ouvrière, c'est affirmer que ce n'est ni l'unification européenne ni l'euro que les travailleurs ont à combattre, mais la dictature des financiers. La perspective dans laquelle se situe le combat des communistes révolutionnaires est la suppression des frontières, l'unification du continent dans le respect de tous les peuples et de toutes les nationalités, les États-Unis socialistes d'Europe ouverts sur les autres continents.

Voter Lutte Ouvrière, c'est dénoncer toutes les restrictions à la liberté de circuler, la chasse aux immigrés, les expulsions, l'oppression des minorités. C'est exprimer son opposition à « l'Europe forteresse » qui se ferme aux peuples qui ne font pas partie de l'Union, mais qui mène des aventures militaires en Afrique ou ailleurs.

Voter Lutte Ouvrière, qui se revendique du communisme, c'est prendre la position la plus radicale contre les organisations d'extrême droite qui constituent une menace pour la classe ouvrière.

C'est s'élever contre les préjugés réactionnaires xénophobes et racistes poussant sur le fumier d'une société capitaliste en crise. Voter Lutte Ouvrière, c'est opposer l'internationalisme à toutes les formes de démagogie nationaliste.

Voter Lutte Ouvrière, c'est affirmer que le prolétariat d'Europe, avec ses composantes originaires de tous les continents, constitue une seule et même classe sociale, par-delà les frontières. Tous ceux qui cherchent à la diviser sont ses ennemis.

Voter Lutte Ouvrière, c'est exprimer non seulement le rejet des partis bourgeois mais aussi de l'organisation capitaliste de l'économie et de la société.

Voter Lutte Ouvrière, c'est affirmer la nécessité d'une société débarrassée de l'exploitation, que seule pourra réaliser l'action collective consciente de la classe ouvrière de tous les pays.

Je vous appelle à voter Lutte Ouvrière
pour faire entendre le camp des travailleurs, pour populariser ses exigences,
pour affirmer les perspectives communistes !

Arlette Laguiller

Ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins de vote seront à la disposition des électeurs dans les bureaux de vote

Les candidats de Lutte Ouvrière en Île-de-France

- | | | |
|--|---|--|
| 1. Nathalie ARTHAUD - Enseignante - Seine-Saint-Denis | 12. Philippe JULIEN - Electrotechnicien - Seine-Saint-Denis | 22. Olivier AUGUSTIN - Ouvrier dans l'automobile - Yvelines |
| 2. Jean-Pierre MERCIER - Ouvrier dans l'automobile - Seine-Saint-Denis | 13. Marina PODGORNY - Employée à la Sécurité sociale retraitée - Paris | 23. Armonia BORDES - Employée retraitée de la chimie - Seine-Saint-Denis |
| 3. Laurence VIGUIÉ - Technicienne automobile - Hauts-de-Seine | 14. Lucien NOAILE - Cheminot - Seine-Saint-Denis | 24. Pascal BOUTET - Mécanicien aéronautique - Val-de-Marne |
| 4. Thierry GONNOT - Ouvrier - Yvelines | 15. Corinne ROETHLISBERGER - Employée à La Poste - Paris | 25. Charline JOLIVEAU - Employée de banque - Paris |
| 5. Josefa TORRES - Technicienne de laboratoire - Val-de-Marne | 16. Jean-Louis GAILLARD - Technicien retraité de l'industrie chimique - Paris | 26. Salah KETTOUMI - Ouvrier de l'automobile - Seine-Saint-Denis |
| 6. Ali KAYA - Ouvrier - Yvelines | 17. Aurélie JOCHAUD - Infirmière - Seine-Saint-Denis | 27. Véronique HUNAUT - Employée d'assurances - Paris |
| 7. Bouchra DINI - Technicienne chimiste - Seine-Saint-Denis | 18. Dominique MARIETTE - Enseignant - Val-d'Oise | 28. Nicolas PETILLOT - Enseignant en lycée professionnel - Val-de-Marne |
| 8. Jean CAMONIN - Technicien dans l'aéronautique - Essonne | 19. Hélène JANISSET - Factrice - Yvelines | 29. Catherine VAN CAUTEREN - Ouvrière dans l'aéronautique - Seine-et-Marne |
| 9. Monique DABAT - Cheminote - Seine-Saint-Denis | 20. Frédéric HEMERY - Ouvrier dans l'automobile - Paris | 30. Bernard COMBES - Mécanicien aéronautique - Seine-Saint-Denis |
| 10. Laurent VINCIGUERRA - Conducteur de bus à la RATP - Paris | 21. Agnès RENAUD - Enseignante - Seine-Saint-Denis | |
| 11. Florence BEDAGUE - Infirmière - Seine-Saint-Denis | | |

Élection des députés au Parlement européen des 24 et 25 mai 2014 - **Outre-Mer**

Liste présentée par
Lutte Ouvrière et Combat Ouvrier



**Ghislaine
Joachim-Arnaud**
Technicienne de laboratoire



**Jean-Marie
Nomertin**
Employé

**Travailleuses, travailleurs,
de Martinique, Guadeloupe, Guyane, Saint-Barthélemy,
Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, La Réunion,
Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis-et-Futuna**

C'est bien un résidu du passé colonial de l'impérialisme français que ce regroupement en une seule circonscription électorale des territoires dispersés sur trois océans et, qui plus est, de les regrouper à l'occasion d'élections dites européennes.

Mais puisque l'État de la bourgeoisie française nous impose ce cadre, souvenons-nous de ce qui est commun à la plupart des régions concernées par-delà la dispersion géographique : un passé fait souvent de conquêtes sanglantes, de domination violente, d'intégration par la force dans l'empire colonial de la France, d'esclavage pour beaucoup et d'oppression pour tous.

La domination coloniale des grandes puissances impérialistes rivales a morcelé des régions et coupé les uns des autres des peuples proches par la géographie. À l'intérieur même de sa zone d'influence coloniale, l'impérialisme français a aiguisé, voire suscité, la méfiance mutuelle entre les peuples pour mieux les dominer. Sa devise a toujours été et est encore «diviser pour régner».

La forme de cette domination s'est modifiée au fil du

temps. Dans certaines ex-colonies, les protections sociales, les services publics ont fini, avec beaucoup de retard et partiellement, par se rapprocher de ceux de la France. Mais se perpétue partout la société divisée en classes : une minorité de privilégiés et une majorité d'exploités et de pauvres.

C'est cette réalité sociale qui rend commun, aujourd'hui encore, le sort de tous ceux qui n'ont ni capitaux, ni actions, ni rentes, et qui n'ont pour vivre que leur capacité de travail. En tant que travailleurs des départements et des territoires d'outre-mer, nous subissons la même exploitation que les travailleurs de France métropolitaine, mais avec des aspects plus insupportables encore, car les salaires sont souvent plus bas et le chômage plus important encore.

Conviés à élire des représentants au Parlement européen, nous avons toutes les raisons de nous dire que ces élections ne nous concernent en rien. Ce Parlement, comme toutes les institutions de cette Europe où la plupart d'entre nous n'ont aucune chance de mettre le pied, est éloigné de plusieurs milliers de kilomètres. Même si on nous invite tous les cinq ans à

www.lutte-ouvriere.org

www.combat-ouvrier.net

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

l'élection de représentants, nous ne sommes en rien représentés par ce Parlement.

Mais le sommes-nous davantage par l'Assemblée nationale de Paris ? Le sommes-nous davantage même par d'autres institutions de l'État français plus proches de nous géographiquement mais tout aussi éloignées socialement ? Toutes ces institutions représentent, de haut en bas, les préoccupations, les intérêts de la bourgeoisie, de ceux qui vivent de l'exploitation, des grands groupes industriels et financiers pour l'es-

sentiel, et accessoirement les bourgeois et les notables de nos pays.

Ces élections européennes, quels que soient leurs résultats, n'ont pas le pouvoir de changer notre sort. Pas plus que les autres élections. Mais elles nous donnent la possibilité de nous exprimer. Elles nous donnent la possibilité de faire entendre notre camp, celui des travailleurs, des exploités, des pauvres, face à ceux qui nous exploitent et nous oppriment.

FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Faire entendre le camp des travailleurs, voilà le sens de la liste conduite par Ghislaine Joachim-Arnaud et présentée dans ces élections européennes, en commun, par Lutte Ouvrière et Combat Ouvrier, qui se réclament du communisme révolutionnaire.

Voter pour cette liste, c'est affirmer la nécessité pour tous les travailleurs d'exprimer leurs propres intérêts de classe face aux partis politiques qui, au-delà de leurs différences, considèrent, tous, l'économie et la société capitalistes comme les seules possibles et qui, lorsqu'ils sont en position de responsabilité, dirigent en fonction des intérêts de la bourgeoisie et des riches.

Voter pour cette liste, c'est affirmer partout que, pour protéger leurs intérêts matériels et moraux, les travailleurs n'ont pas à accepter d'être privés de travail et de salaire. Ils doivent imposer l'interdiction des licenciements, l'embauche de jeunes, en répartissant le travail entre tous sans diminution de salaire.

Voter pour cette liste, c'est affirmer la nécessité de toucher, dans tous les secteurs économiques, des salaires qui permettent de vivre et d'en protéger le pouvoir d'achat par leur indexation sur les hausses de prix.

Voter pour la liste conduite par Ghislaine Joachim-Arnaud, c'est dire qu'il faut enlever au patronat et aux financiers le pouvoir absolu qu'ils exercent sur l'économie, le pouvoir exorbitant de supprimer des emplois ou de ne pas en créer

alors que les moyens de le faire existent et que les besoins à satisfaire sont nombreux. Pour cela, la première condition est la suppression des secrets bancaire et commercial afin que chacun puisse vérifier la situation réelle des entreprises capitalistes, des banques, des mines, des plantations, afin que les populations puissent s'opposer aux destructions d'emplois et aux dégâts injustifiés faits à la nature et à l'environnement.

Voter pour la liste conduite par Ghislaine Joachim-Arnaud, c'est se prononcer contre toutes les formes d'inégalité et d'oppression qui perpétuent la domination coloniale.

Voter pour une liste qui se revendique du communisme, c'est prendre la position la plus radicale contre les organisations d'extrême droite qui constituent, toutes, une menace pour la classe ouvrière.

Voter pour cette liste, c'est affirmer les idées de l'internationalisme contre toutes les formes de démagogie nationaliste et contre les préjugés réactionnaires xénophobes et racistes qui poussent sur le fumier d'une société capitaliste en crise.

C'est exprimer non seulement le rejet des partis de la bourgeoisie, mais aussi l'opposition à la bourgeoisie elle-même et à l'organisation capitaliste de l'économie. C'est se déclarer pour une société sans exploitation, sans oppression et sans barrières séparant et opposant les peuples.

Votez pour la liste Lutte Ouvrière - Combat Ouvrier !

Je vous appelle à voter pour la liste conduite
par Ghislaine Joachim-Arnaud et Jean-Marie Nomertin
pour faire entendre le camp des travailleurs,
pour populariser ses exigences,
pour affirmer les perspectives communistes !

Arlette Laguiller

Ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins de vote seront à la disposition des électeurs dans les bureaux de vote

Les candidats de Lutte Ouvrière et Combat Ouvrier

- | | | |
|--|---|--|
| 1. Ghislaine JOACHIM-ARNAUD -
Technicienne de laboratoire - <i>Martinique</i> | 4. Jean Luc PAYET - Enseignant - <i>Nouvelle-Calédonie</i> | 7. Marie-Hellen MARTHE DITE SURELLY -
Ouvrière agricole - <i>Martinique</i> |
| 2. Jean-Marie NOMERTIN - Employé - <i>Guadeloupe</i> | 5. Danielle DIADOK - Employée d'assurance - <i>Guadeloupe</i> | 8. Louis MAUGÉE - Retraité - <i>Martinique</i> |
| 3. Corinne GASP - Conseillère de gestion - <i>La Réunion</i> | 6. Jean-Yves PAYET - Formateur agricole - <i>La Réunion</i> | 9. Lita DAHOMAY - Retraitée - <i>Guadeloupe</i> |

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

(Texte des exposés faits au Théâtre de la Mutualité à Paris et à l'Espace Paris-Est à Montreuil)

Afrique

- **Afrique du Sud : de l'apartheid au pouvoir de l'ANC**
(n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme**
(n° 104, 16 juin 2006)

Moyen-Orient

- **L'Iran après plus de trente ans de régime islamique**
(n° 119, 19 mars 2010)
- **Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1^{er} février 2008)
- **Liban : une création du colonialisme français dans un Moyen-Orient divisé par l'impérialisme**
(n° 99, 16 juin 2005)

Europe

- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Italie : la classe ouvrière face au gouvernement Berlusconi... et à la politique des partis de gauche qui lui ont ouvert la voie**
(n° 127, 7 octobre 2011)
- **Allemagne : vingt ans après, où en est la réunification ?**
(n° 122, 19 novembre 2010)
- **Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui**
(n° 103, 28 avril 2006)

Russie

- **50 ans après la mort de Staline, 15 ans après la perestroïka, 11 ans après la disparition de l'URSS, où va la Russie ?** (n° 93, 25 avril 2003)

Amérique

- **Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis**
(n° 105, 24 novembre 2006)

Asie

- **Afghanistan, Pakistan : toute une région déstabilisée par l'impérialisme**
(n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité**
(n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?**
(n° 101, 27 janvier 2006)

- **L'immigration dans l'Europe en crise**
(n° 135, 24 janvier 2014)



- **L'Égypte entre deux dictatures et les leçons des mouvements du « printemps arabe »**
(n° 134, 22 novembre 2013)

• Face à la faillite du capitalisme, actualité du communisme

Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

- On en parle...

- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines**
(n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement**
(n° 126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes**
(n° 125, 1^{er} avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme**
(n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **Sport, capitalisme et nationalismes** (n° 120, 18 juin 2010)
- **La décroissance : faire avancer la société à reculons**
(n° 117, 10 décembre 2009)
- **La crise de 1929 et ses conséquences catastrophiques**
(n° 116, 14 octobre 2009)

France

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande

en joignant 5 timbres à 0,63 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.